

# SPORE

Le magazine  
du développement  
agricole et rural  
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

INTERVIEW

Chris Addison,  
coordinateur de  
programme senior au CTA  
en charge de la gestion  
des connaissances

OUTILS POUR LES  
JEUNES AGRICULTEURS

Mettre en oeuvre des  
politiques efficaces

SUCRE

Une renaissance  
savoureuse

N°171  
AOÛT-SEPTEMBRE 2014

DES PRODUITS À  
APPELLATION D'ORIGINE

Le goût  
du terroir



# Le commerce ACP analysé et décrypté

<http://agritrade.cta.int>



**agritrade**

Les dernières informations sur le  
commerce agricole et la pêche ACP-UE



OUTILS POUR LES JEUNES AGRICULTEURS

Mettre en oeuvre des politiques efficaces

4

À LA UNE

CHRIS ADDISON



De l'information à l'action

12

INTERVIEW



DES PRODUITS À APPELLATION D'ORIGINE  
Le goût du terroir

13

DOSSIER

- 4 | À la une
- 6 | Agriculture et santé
- 8 | Elevage et pêche
- 9 | Environnement
- 10 | Recherche et TIC
- 11 | Entreprise et commerce
- 12 | Interview

- 13 | **DOSSIER**  
**Des produits à appellation d'origine : le goût du terroir**  
Les produits de niche des pays ACP peuvent constituer une marque sur le marché international
- 17 | **Point de vue**  
**Marie-Antoinette Haba : valoriser un don de la nature**  
Le café Ziama Macenta, l'un des premiers produits d'indication géographique d'Afrique
- 18 | **Reportage**  
**Cameroun : protection des IG pour le poivre de Penja**  
Les agriculteurs bénéficient de reconnaissance et de revenus supplémentaires

- 20 | **Chaînes de valeur**  
**Sucre : une renaissance savoureuse**
- 21 | **Publications**
- 25 | **Agir avec le CTA**

# Éditorial

Pleins feux sur les petits États insulaires en développement



L'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré 2014 l'année internationale des petits États insulaires en développement (PEID).

Bien que les PEID soient connus pour leur grande diversité biologique, leur patrimoine culturel unique et leurs magnifiques plages de sable, ils sont confrontés à de considérables difficultés d'ordre environnemental et économique. Le changement climatique menace leur survie même. Un nouveau rapport du PNUÉ estime que sur les 52 petites nations insulaires du monde, l'élévation du niveau des océans est jusqu'à quatre fois plus importante que la moyenne mondiale et menace le tissu socio-économique de ces États. Les PEID doivent aussi faire face à de graves problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle en raison de leur dépendance toujours plus élevée aux aliments importés, au détriment des régimes locaux plus nutritifs. Leur dépendance excessive vis-à-vis du tourisme les expose aussi aux chocs externes. Pour renforcer leur résilience aux chocs, les PEID doivent élaborer et mettre en œuvre des stratégies de "croissance verte", ce que nombre de ces États mettent en place avec vigueur. Les débouchés possibles dans le développement des chaînes de valeur et échanges régionaux devront être identifiés. Il sera également crucial de diversifier l'agriculture et de la relier à d'autres secteurs économiques comme le tourisme, les TIC et les services financiers.

La troisième conférence internationale sur les PEID se tiendra aux Samoa en septembre 2014, et devrait offrir une excellente occasion d'attirer l'attention du monde entier sur les vulnérabilités des PEID. Elle permettra aussi de susciter une réflexion et de mobiliser des ressources pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

Le CTA est fortement engagé dans la conférence sur les PEID et soutient plusieurs activités. Nous avons organisé plusieurs ateliers et séances d'information, en collaboration avec les Nations Unies et d'autres partenaires, afin de garantir que les voix des diverses parties intéressées soient entendues, dont les agriculteurs, le secteur privé, les groupes de femmes et les jeunes. Nous facilitons également le partage des enseignements et expériences dans tous les PEID d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Michael Hailu  
Directeur du CTA

**SPORE** SPORE est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Krishan Bheenick, Isolina Boto, Thierry Doudet, Vincent Fautrel, Stéphane Gambier, Anne Legroscolard • **MARKETING** : Thérèse Burke • **RÉDACTION** : Directeur de la rédaction : Joshua Massarenti • Vita Società Editoriale S.p.A., Via Marco d'Agate 43, 20139 Milan, Italie • Rédactrice en chef de la version anglaise : Susanna Thorp (WRENmedia Ltd) • Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, Royaume-Uni • Rédactrice en chef de la version française : Bénédicte Chatel (CommodAfrica), 12, avenue de Wagram, 75008 Paris, France • Rédacteur en chef de la version portugaise : Ricardo Bordalo, Tapada da Carvalha, Cabanões, São João de Lourosa, 3500 - 885 Viseu, Portugal • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro N. Ackbarally (Maurice), L. Adoma (Îles Salomon), E. Aidasso (Bénin), O. Alawode (Nigéria), M. Andriatiana (Madagascar), T. P. Cox (USA), T. Getachew (Éthiopie), E. D. Karinganire (Rwanda), J. Karuga (Kenya), M. A. Konte (Sénégal), C. N. Nforgang (Cameroun), E. Ntungwe (Cameroun), A. M. Nzouankeu (Cameroun), A. Perrin (France), A. C. Santos (Cabo Verde), P. Sawa (Kenya), A. Silva (Mozambique), M. Waruru (Kenya) • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : N. Brynaert, S. Federici, O. Frost, A. Guillaume-Gentil, ISO Translation & Publishing, D. Juchault, D. Manley, F. Mantione, C. Pusceddu, M. Tall, Tradcatts, T. Woldetsadick, G. Zati • **DESIGN** : Intactile DESIGN, France • **MISE EN PAGE** : Lai-momo, Italie • **IMPRESSION** : Latimer Trend & Company, UK • © CTA 2014 - ISSN 1011-0054

# Mettre en œuvre de politiques efficaces

Peu de politiques alliant agriculture et jeunes ont été à ce jour élaborées et d'instruments spécifiques mis en place. Toutefois, les initiatives foisonnent.



importations alimentaires. C'est ainsi que, Le réseau de la politique agricole et forestière du Pacifique avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) ont engagé en 2008 une réflexion sur les manières d'inciter les jeunes à se tourner vers l'agriculture. Plusieurs enquêtes de terrain ont été menées à Fidji, Kiribati et Tonga et ont conduit au lancement en 2010 de la Stratégie Jeunes en agriculture du Pacifique 2011-2015, qui recommande des mesures et initiatives pour encourager toutes les parties prenantes à favoriser la participation active des jeunes.

Au Ghana, le Programme national pour l'emploi des jeunes, adopté en 2006, a été enrichi par le Programme d'implication des jeunes dans

Dans le cadre de la stratégie Jeunes en agriculture du Pacifique, des jeunes s'occupent d'une pépinière communautaire à Nadi, Fidji.

Les jeunes ont, en général, une très mauvaise image de l'agriculture, souvent synonyme de faibles revenus et pénibilité du travail. Elle ne correspond guère à leurs aspirations et n'offre pas de perspectives attractives. D'où la nécessité de changer l'image de l'agriculture.

Les initiatives dans ce sens se multiplient. Elles empruntent des voies très diverses : le Caribbean Farmers Network (CaFAN) a, par exemple, lancé l'exposition Agrofest à la Barbade qui met en exergue la diversité des opportunités, tout comme la foire agricole de Denbigh en Jamaïque, ou encore Festicoffee et Festicacao au Cameroun. À Sainte Lucie, le lien entre agriculture et tourisme permet non seulement de stimuler la production mais aussi de changer l'image de l'agriculture et d'attirer plus de jeunes.

### Timides politiques

Jusqu'à présent les politiques axées simultanément sur les jeunes et l'agriculture peuvent se compter sur les doigts d'une main. Ce sont les cas du Pacifique et du Ghana. Pourtant, un peu partout dans les pays ACP on constate l'exode rural, le chômage des jeunes, une population paysanne vieillissante et la dépendance croissante aux

l'agriculture (YIAP) en 2009. YIAP aide spécifiquement les jeunes à accéder à la terre et à l'équipement – ou en leur apportant une assistance pour les acquérir – et assure des formations et une supervision. Toutefois, selon un bilan dressé en 2013, seulement 25% des participants en moyenne peuvent être considérés comme "jeunes". La formation ne les attirerait pas car les revenus potentiels n'étaient pas assez élevés.

Au niveau continental, c'en est que 10 ans après l'adoption à Maputo du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) qu'une réflexion sur la participation et l'implication des jeunes dans l'agriculture a été conduite. Un travail réalisé en partie par FANRPAN (Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network), qui a mené des études dans plusieurs pays d'Afrique australe et formulé des recommandations pour élaborer au niveau national des politiques associant jeunes et agriculture.

Du chemin doit donc encore être parcouru pour prendre en compte la jeunesse rurale, longtemps ignorée, et renforcer le dialogue entre les politiques et les jeunes. Des jeunes dont la représentation au sein des organisations doit être renforcée. Toutefois, des initiatives et approches novatrices foisonnent.

## Transformer les paysans en véritables entrepreneurs

Au Nigeria, l'Initiative Agripreneurs lancée en août 2012 par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) rencontre un certain succès ; elle se décline maintenant dans tout le pays et a fait des émules au Congo ou encore en Tanzanie. Agripreneurs est un groupe de jeunes diplômés de disciplines variées impliqués dans l'agro-industrie. Il ambitionne de faire de l'agriculture une plate-forme de création d'emplois pour les jeunes en maximisant les chaînes de valeur de différentes cultures comme le manioc, le maïs, la banane et banane plantain et le soja.

En Tanzanie, l'organisation nationale des agriculteurs Mviwata a créé Mviwamo Youth Wing qui développe des filières jugées riches en opportunités pour les jeunes dans les zones rurales. Ainsi la volaille et le tournesol ont été identifiés comme une source de revenus alternative aux cultures traditionnelles comme le maïs, les haricots et les pommes de terre. Les membres bénéficient de services, comme une assistance technique à la production et au développement du business, mais aussi de crédits pour les intrants, d'aide à la commercialisation, etc.

Au Sénégal, le ministère de l'Agriculture a aussi mis l'accent cette année sur l'appui à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes avec le lancement du programme des Domaines agricoles communautaires (DAC) sur 9 zones. Sur quelque 30 000 hectares aménagés, l'installation des agriculteurs sera facilitée par une offre de services. Le projet ambitionne de créer 150 000 emplois directs.

Le Centre Songhaï, fondé en 1985 au Bénin, fait figure de modèle pour offrir aux jeunes des alternatives crédibles grâce à l'entrepreneuriat agricole. Promu au rang de Centre d'excellence pour l'Afrique par l'ONU, le modèle Songhaï est reproduit dans une quinzaine de pays en Afrique.

Au Cameroun, face à une moyenne d'âge de 55 à 65 ans dans les bassins de production, le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) a lancé en 2012 l'initiative "New Generation" avec la ferme volonté de rajeunir la force de production dans ces filières. À la clé, une formation sur trois ans et un accompagnement technique de la création d'une pépinière jusqu'à la commercialisation du cacao et du café ; des intrants et du matériel végétal leur sont mis à disposition. La formule semble prendre : en deux ans, le pays s'est enrichi de 500 hectares de nouvelles plantations cacaoyères, exploitées par 325 jeunes. Une initiative unique qui commence à porter ses fruits et pourrait être répliquée notamment par l'Organisation internationale du cacao (ICCO).

Diverses actions qui peuvent être conjuguées avec, par exemple, la mobilisation de partenariats publics-privés comme en Ouganda, où un fonds de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes, le Youth Venture Capital Fund, a été mis en place grâce à une collaboration entre l'Etat et trois banques. Ou encore, l'appui d'un réseau comme celui des Jeunes professionnels pour le développement agricole (YPARD).

## Une nouvelle approche de la formation

Renforcer les compétences techniques mais aussi entrepreneuriales des jeunes semble fréquemment une étape nécessaire dans un monde rural où le taux d'alphabétisation et la formation sont souvent plus faibles qu'ailleurs.

Une approche novatrice a été mise en place par la FAO avec les Écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (JFFLS) : sur une année, soit le temps d'un cycle cultural, des jeunes ruraux acquièrent des compétences agricoles et des compétences de vie et entrepreneuriales. En Tanzanie, les JFFLS se concentrent sur le renforcement des capacités des membres des coopératives dans des chaînes de valeur ciblées, comme l'horticulture, la noix de cajou, la viande rouge, les arbres fruitiers et le riz, et favorisent l'inclusion des jeunes dans les Fédérations de coopératives agricoles.

Lancées en 2003 au Mozambique, elles ont été introduites dans une vingtaine de pays et environ 20 000 jeunes et 2 000 facilitateurs ont été formés. Les écoles aux champs ou Farmer Field School (FFS), véritables plates-formes d'apprentissage et de partage d'expériences entre agriculteurs, sont aussi un moyen qui a fait ses preuves pour diffuser des connaissances, des technologies, des innovations. Depuis 1989, plus de 2 millions d'agriculteurs ont participé à ce type d'apprentissage.

Des initiatives qui participent à la réforme nécessaire de l'enseignement agricole.

## Les TIC, bien sûr

Si elles ne peuvent tout palier, les NTIC sont incontestablement un outil qui favorise les opportunités, les motivations et les capacités des jeunes agriculteurs à s'engager dans l'agriculture. Elles participent à l'amélioration de leurs conditions de vie, à la modernisation de l'activité et à la création de bénéfices tout au long de la chaîne de valeur avec notamment les multiples applications pour Smartphone offrant une meilleure information (cf *Spore* n°169 dossier TIC : *La révolution numérique*). En outre, elles renforcent et développent les organisations paysannes *via* notamment les réseaux sociaux. De nombreuses actions peuvent être menées comme la formation des jeunes aux TIC (notamment en milieu rural), les concours sur l'utilisation des TIC dans l'agriculture, etc. Les jeunes développeurs informatiques devraient être en outre encouragés à développer des applications informatiques ciblant le monde agricole, ce qui peut leur générer des revenus certains et renforcer la modernisation du secteur agricole. Le CTA, dont la jeunesse est au cœur de sa nouvelle stratégie 2013-2017, met en œuvre plusieurs actions dans ce domaine.

L'agriculture est aujourd'hui source de croissance ; son développement est indispensable à l'amélioration de la sécurité alimentaire de la planète. Relever ces défis implique nécessairement les jeunes. Toutefois, comme pour leurs aînés, des contraintes devront être levées, principalement celles liées à l'accès à la terre et au financement, et la formation devra être améliorée. La nécessaire transformation et modernisation de l'agriculture devrait aller de paire avec une plus grande attractivité pour les jeunes mais aussi une plus grande productivité. Comme partout ailleurs, on fera plus avec moins de personne. De même, le devenir de toute société humaine est le développement des villes. Accompagner le développement des villes secondaires dans le monde rural offrira aussi de nouveaux emplois pour les jeunes. ■

## MAÏS

### Économies de temps et de travail au Ghana

Une nouvelle égreneuse à maïs, montée à l'arrière d'un vélo, permet de décortiquer le maïs 40 fois plus vite qu'à la main. Cette machine dispose également d'un chargeur pour téléphone mobile : jusqu'à quatre téléphones peuvent être rechargés en même temps lorsque le vélo roule.

## HUILE DE PALME

### Une nouvelle pépinière dans les Îles Salomon

Une pépinière de palmiers à huile, avec 10 000 jeunes plants, a été ouverte dans la province de Malaita dans les Îles Salomon. À terme, elle devrait couvrir 4 000 ha. Le pays compte une seule autre plantation de palmiers à huile, qui représente 10 % du revenu national.

## CERTIFICATION

### Promotion de la papaye aux Fidji

Un programme de certification pour la production et la vente de graines de papaye 'Fiji Red' a été mis en place pour rentabiliser la production et l'export de ce fruit au profit de tous les acteurs de la filière mais aussi pour remplacer les graines importées plus onéreuses.

## KARITÉ

### Un produit tropical à la mode

Espèce d'arbre mythique des régions sahélo-soudaniennes, le karité est de plus en plus intégré au sein des projets de développement. Avec une production annuelle d'environ 40 000 tonnes et un potentiel estimé à 150 000 t, la Côte d'Ivoire se situe au 5ème rang mondial.



© CIMMYT. Lumpkin

La rouille des tiges a endommagé plus de 10 000 hectares de blé dans le sud de l'Éthiopie en 2013.

## ROUILLE DES TIGES

### Le blé africain en danger

Le réseau de surveillance mondiale du blé entame une lutte contre une dangereuse épidémie de rouille.

Les producteurs de blé d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient sont sur le qui-vive suite à l'apparition d'une souche de rouille des tiges qui a endommagé plus de 10 000 hectares de blé dans le sud de l'Éthiopie. Lors de la saison 2013, la souche s'est révélée fatale pour une variété répandue de blé tendre appelée Digalu, qui, comble de l'ironie, a remporté un vif succès en Éthiopie grâce à sa résistance à d'autres souches de rouille des tiges et à

la rouille jaune, une autre maladie du blé. "Utilisation généralisée du Digalu fait que nous n'avons pas connu d'importantes épidémies de rouille jaune comme celles qui nous ont posé problème ces dernières années, et la plupart des producteurs en Éthiopie ont profité cette saison de récoltes abondantes", rapporte Bekele Abeyo, chercheur senior et sélectionneur de blé au Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT). "En revanche, cette utilisation généralisée du Digalu pourrait être la cause de l'arrivée d'une nouvelle souche destructrice de rouille des tiges." La principale priorité maintenant est de travailler avec les agriculteurs et les autres intervenants pour remplacer les variétés vulnérables par des variétés résistantes. Par ailleurs, les autorités agricoles éthiopiennes diffusent des conseils aux agriculteurs sur le bon usage des fongicides pour contrôler l'épidémie. ■

## NOUVELLE CULTURE

### La fraise dynamise l'économie

Avec un taux de rendement de 150 %, produire de la fraise s'est avéré être un excellent investissement au Cabo Verde.

La production de fraises au Cabo Verde, fruit inexistant dans l'archipel jusqu'en 2005, a augmenté de manière significative au cours des dernières années. Avec un taux de rendement proche des 150 %, la culture profite tant aux agriculteurs qu'à ceux qui la commercialisent.

La fraise a été introduite au Cabo Verde par l'Institut national de recherche et développement agricole (INIDA) qui a démarré des tests de production en 2005 avec des plants importés.

Pina Veiga fut l'un des premiers exploitants de l'île de Santiago à se consacrer à la production de fraises, en plus d'autres cultures telles que le chou, la carotte et la tomate. "Mais la fraise, c'est ma passion", indique cet agriculteur, pour qui la production est extrêmement rentable. Et d'ajouter : "c'est un marché garanti, qui se caractérise par un cycle de production continu qui n'exige pas de soins intensifs." Ce producteur récolte environ 65 caisses de fraises par semaine. Elles sont destinées au marché de la capitale, Praia, et à un réseau de supermarchés, où la fraise est de plus en plus recherchée en raison de son prix, son goût et de la présentation attrayante dans des conditionnements adaptés.

Actuellement, M. Veiga emploie 30 personnes, principalement des chefs de famille, et pour bon nombre de femmes, la vente des fraises constitue leur gagne-pain quotidien. ■

## AFLATOXINE

### Le bio-contrôle protège les cultures

Une méthode naturelle de lutte biologique permet de réduire la contamination à l'aflatoxine des cultures vivrières.

Quatre pays africains ont réduit de 80 à 99 % la contamination à l'aflatoxine du maïs et des arachides en utilisant le produit de bio-contrôle Aflasafe™. L'aflatoxine est un poison naturel extrêmement toxique produit principalement par le champignon *Aspergillus flavus*. Le Kenya connaît une contamination à l'aflatoxine dans les

régions de Kitui, Machakos et Makueni, au sud-est de Nairobi, où le champignon se développe généralement dans les matières mortes et en décomposition présentes dans le sol.

Aflasafe™ utilise des souches indigènes de *A. flavus* qui ne produisent pas d'aflatoxine pour repousser les souches toxiques et diminuer ainsi la contamination des cultures. Les expérimentations ont été menées sur 3 000 hectares de cultures de maïs et d'arachides au Burkina Faso, au Kenya, au Nigeria et au Sénégal, sous la supervision de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et du service de recherche agricole du ministère américain de l'Agriculture (USDA-ARS). Le Dr Charity Mutegi, chercheur à l'IITA, explique que l'Aflasafe™ s'utilise 2 à 4 semaines avant la floraison du maïs et quatre personnes peuvent traiter un hectare en une heure. ■

Aflasafe™ a réduit de 80 à 99 % la contamination à l'aflatoxine dans quatre pays africains.



© C. Mutegi

## HORTICULTURE

### Les touristes dopent la production

Les touristes ont exigé plus de qualité dans les légumes et le Cabo Verde a relevé le défi.

La consommation de légumes produits localement et vendus aux hôtels des principales îles touristiques du Cabo Verde (Sal et Boavista) s'est fortement développée ces trois dernières années,

passant de 168 tonnes en 2011 à 608 tonnes en 2013, soit une hausse de 250 %. Il y a peu de temps encore, la quasi-totalité des légumes consommés par les touristes qui visitaient l'archipel était importée, la production locale n'offrant aucune garantie tant en qualité qu'en quantité. Les investissements réalisés ces dernières années dans de nouvelles technologies, principalement dans des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte, ont permis d'augmenter la production agricole dans un archipel très dépendant des importations et qui a été affecté par de nombreuses périodes de sécheresse. ■

## REGIMES ALIMENTAIRES

### Consommer local dans le Pacifique

Face à l'augmentation de la vente de produits alimentaires transformés importés dans les magasins du Pacifique, la FAO a encouragé les États de cette région à produire plus d'aliments locaux sains à des prix compétitifs afin de renforcer les perspectives pour les producteurs locaux et de lutter contre l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires.

## SENSIBILISATION

### Réduire la malnutrition infantile

Le Cameroun a envoyé des agents de santé communautaires bénévoles dans 41 districts pour sensibiliser les populations, en langues locales, aux bonnes habitudes alimentaires. Ce projet a permis de réduire la malnutrition infantile grâce à une augmentation du nombre de parents faisant examiner leurs enfants à l'hôpital.

## CONSEILS AUX PARENTS

### Des repas "maison" nourrissants

Au Rwanda, Akagoroba k'ababyeyi (la soirée des parents) dans les villages, apprend aux mères comment préparer des repas nourrissants en utilisant les aliments qu'elles produisent dans leurs exploitations. Dans certaines régions, cette méthode a permis de réduire la malnutrition de 30 % en moins de deux ans.

## PESTICIDES

### Des filets de protection pour légumes

Des filets écologiques, permettant de réduire de 70 à 100 % le besoin de traiter les légumes avec des produits chimiques, ont été testés avec succès au Bénin et au Kenya par une équipe de chercheurs travaillant avec des petits agriculteurs. Les filets sont réutilisables pendant cinq ans et leur utilisation peut faire doubler les revenus des agriculteurs.

## AQUACULTURE

### Alimentation naturelle

En Guyane, des scientifiques estiment que les lentilles d'eau produites localement peuvent être une alternative possible aux aliments riches en protéines pour les aquaculteurs. La nourriture actuellement commercialisée dans le pays et inabordable pour beaucoup, a une faible teneur en protéines et une durée de conservation limitée.

## ALIMENTS POUR BÉTAIL

### Os de bœufs et coquilles d'huîtres

Au Cameroun, les os de bœufs, riches en calcium, sont collectés pour être brûlés jusqu'à obtenir une poudre blanche vendue au producteurs d'aliments pour bétail. La même opération est réalisée avec les coquilles d'huîtres, riches en calcaire.

## COOPÉRATION SUD-SUD

### Sardines gabonaises à la mauricienne

L'entreprise mauricienne Ireland Blyth a créé une unité de transformation des produits de la mer à Libreville. Les premières conserves de sardines gabonaises sont déjà sur les marchés locaux et régionaux. Les coproduits seront aussi valorisés pour l'extraction de concentrés protéiques et de lipides.

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Les bienfaits des cages flottantes

L'aquaculture en cages flottantes et enclos connaît un vif succès à Sô-Ava, Ouinhi, Adjohoun et Bopa, au Bénin. Les poissons élevés dans les cages – comme le poisson chat ou le tilapia du Nil – sont en effet adaptés et résilients aux changements climatiques. Par ailleurs, cette méthode d'élevage améliore les revenus des pisciculteurs.

## ASSURANCE BÉTAIL

### Indemnisation post-sécheresse

Une assurance bétail "conforme à la Charia" a indemnisé des éleveurs au Kenya.

Plus de 100 éleveurs (30 femmes et 71 hommes) du Comté de Wajir au Kenya ont été indemnisés pour les pertes de bétail subies entre décembre 2013 et mars 2014. Ils ont bénéficié d'un programme d'assurance bétail indexée initié par l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) et Takaful Insurance Africa, une compagnie offrant des assurances conformes à la charia. "Ce paiement est crucial pour établir la confiance dans le concept d'assurance pour les

régions pastorales d'Afrique de l'Est exposées à la sécheresse et où la survie dépend du bétail ; les sécheresses pouvant conduire au désastre", explique Andrew Mude, qui dirige ce programme à l'ILRI.

Hassan Bashir a créé Takaful Insurance il y a trois ans, une compagnie qui, contrairement au système d'assurance classique interdit par l'Islam, ne demande aux clients qu'une commission de gestion. La compagnie tire son nom du concept islamique de takaful, selon lequel les risques sont partagés entre les membres de la communauté. Tout surplus d'argent qui demeure après les indemnités est redistribué équitablement entre les autres souscripteurs. "Notre but est de montrer aux éleveurs qu'ils peuvent utiliser un modèle commercial juste et éthique pour protéger leurs avoirs contre les risques naturels qui affectent l'élevage en Afrique de l'Est", explique Hassan Bashir. ■

Shamsa Kosar fait partie de la centaine d'éleveurs dont les pertes de bétail ont été indemnisées.



## COMMERCE INTERNATIONAL

### Petits pêcheurs, grands perdants

Le commerce mondial du poisson génère de plus en plus de richesses qui ne profitent pas aux petites communautés.

Selon des données provisoires publiées par la FAO, la production halieutique mondiale résultant de la pêche et de l'aquaculture aurait battu un nouveau record en 2013 en atteignant les 160 millions de tonnes, contre 157 millions en 2012, tandis que les exportations s'élèveraient à 136 milliards de dollars. Les pays en développement demeurent les principaux fournisseurs des marchés mondiaux,

représentant 61 % en quantité et 54 % en valeur du total des exportations de poisson en 2012. Leurs revenus nets d'exportation (exportations moins importations) ont atteint 35,3 milliards de dollars, soit plus que tous les autres produits agricoles cumulés, y compris le riz, la viande, le lait, le sucre et les bananes. Toutefois, bien que les petits pêcheurs et éleveurs de poisson représentent environ 90 % de la main-d'œuvre de ce secteur au niveau mondial, les bénéfices du commerce international profitent rarement aux petites communautés de pêcheurs. La FAO encourage dès lors les pays en développement à fournir aux petits pêcheurs un accès au financement, aux assurances et à l'information sur les marchés, à investir dans des infrastructures, à renforcer les organisations de petits producteurs et commerçants, et à s'assurer que les politiques nationales ne négligent pas, ni n'affaiblissent, le secteur artisanal. ■



## CRÉDITS CARBONE

### De la durabilité dans l'air

Les exploitants agricoles au Kenya bénéficient de crédits carbone générés par l'amélioration des techniques agricoles.

**A** l'ouest du Kenya, le Kenya Agricultural Carbon Project (KACP) permet à 60 000 petits exploitants d'utiliser des techniques agricoles durables et respectueuses de l'environnement. Du fait de la dégradation des terres, ces exploitants avaient du mal à produire suffisamment pour nourrir leurs familles.

## ARTISANAT

### Le *typha*, isolant thermique

Les artisans du fleuve Sénégal ont trouvé une nouvelle utilisation à une plante envahissante.

**L**e *typha*, plante envahissante et indésirable des zones humides, fait des heureux au Sénégal et le long du fleuve du même nom. Utilisé de plus en plus par les artisans, on la tire du lit des cours d'eau qu'elle encombre pour l'utiliser dans la fabrication des nattes et des toits en chaume. C'est par l'intermédiaire de la Fondation Sylla Tati Cap Onlus, basée en Suisse, qui cherchait des

Ils ont découvert des méthodes qui leur permettent d'augmenter la matière organique dans le sol, d'accroître le rendement des terres, d'empêcher l'érosion et d'améliorer l'absorption de l'eau par les sols. Les agriculteurs qui expérimentent ces techniques sur 45 000 hectares ont ainsi pu obtenir leurs premiers crédits carbone. L'adoption de nouvelles pratiques agricoles, comme la couverture des sols en déchets végétaux ou le paillage, permet en effet la séquestration de carbone dans le sol.

Les différentes techniques mises en œuvre ont donc présenté un double avantage. Elles ont permis d'augmenter les rendements agricoles de 15 à 20 %. Et les crédits obtenus sont venus récompenser une réduction d'émission de 24 788 tonnes métriques de dioxyde de carbone, l'équivalent des émissions annuelles de 5 164 véhicules. ■

couvreurs-chaumiers pour l'un de ses projets solidaires, qu'une ferme-école écologique a été ouverte à Rao, dans le nord du pays. En parallèle, l'entreprise bretonne Le Goff, spécialisée dans les toits de chaume en France, s'est associée au projet en partageant son savoir-faire et en formant une dizaine de personnes. Une des cases de l'école dispose maintenant d'un toit de chaume en *typha*, d'une épaisseur de 35 cm, d'une longévité d'au moins 40 ans et avec une très bonne isolation thermique.

Longtemps banni puis utilisé dans la fabrication de charbon de bois, le *typha* s'offre ainsi un nouvel avenir. Un avenir qui pourra par la suite être étendu à la Guinée, à la Mauritanie, au Mali et au Niger, des pays qui sont aussi confrontés aux mêmes problèmes d'invasion du *typha*. ■

## AIRES MARINES

### Gestion villageoise

À Madagascar, depuis 2004, la population locale gère 580 000 hectares d'aires protégées marines le long du littoral sud-ouest, est et nord de la Grande Île. Soutenue par l'organisation pour la sauvegarde de l'environnement, Conservation International, une centaine de villages, mis en réseau, contrôle les aires et effectue un suivi écologique. Ils en tirent des revenus complémentaires particulièrement intéressants.

## CLIMAT

### Des éleveurs alertés

Des récentes estimations météo pour la région de Transmara au Kenya, qui prévoient d'ici 80 ans sécheresses, érosions et inondations, a poussé les éleveurs de bétail à planter des arbres, du fourrage et des cultures à maturation rapide et résistantes à la sécheresse en vue des sécheresses à venir et pour lutter contre l'érosion des sols.

## HYDROÉLECTRICITÉ DURABLE

### Les grands barrages en question

Selon des chercheurs, les changements importants dans le financement des grands barrages ont affecté la sauvegarde environnementale et sociale. Les investissements privés et chinois ont augmenté mais aucune mesure pour atténuer l'impact social et environnemental n'a été prise. Les chercheurs exhortent les commanditaires de nouveaux barrages à adopter le Protocole d'évaluation de la durabilité de l'énergie hydroélectrique pour atteindre des résultats environnementaux et sociaux et lutter contre le changement climatique.

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Les populations s'organisent

Les populations du nord du Mozambique luttent contre les effets du changement climatique en recourant à l'agriculture de conservation et à la construction d'infrastructures résistantes aux cyclones. Ces mesures ont déjà porté leurs fruits et entraîné une réduction de la faim ainsi qu'une augmentation de la production.



L'entreprise Le Goff forme 10 personnes à la fabrication de toit de chaume en *typha*.

## VULGARISATION

### De l'information électronique disponible au Kenya

Le Kenya développe des services informatiques de vulgarisation agricole et crée des centres d'information dans chaque district. Des ressources numériques, comme le manuel de ressources agro-nutritionnelles pour les formateurs, visent à améliorer la nutrition, lutter contre les maladies et renforcer la résilience pendant les sécheresses ou les périodes de prix élevés des aliments.

## TRAVAUX PRATIQUES

### Un partenariat gagnant-gagnant

En soumettant leurs problèmes à des chercheurs, en y réfléchissant avec eux et en s'impliquant dans la recherche, 1,7 million d'agriculteurs éthiopiens ont profité de travaux pratiques de la recherche agricole sur la conservation des sols, le captage des eaux, les cultures et les techniques de récolte et post-récolte.

## ADAPTATION

### Du riz intelligent pour l'Afrique

Dans le cadre du projet STRASA, plus de 30 variétés de riz résistantes au stress ont été diffusées dans neuf pays d'Afrique pour aider les agriculteurs éthiopiens à lutter contre les inondations, les sécheresses, des températures extrêmes et des problèmes de sol, comme une teneur élevée en sel ou la toxicité ferreuse.

## MOUCHE TSÉ-TSÉ

### Découverte génétique

Des chercheurs sont parvenus à dresser la carte du code génétique de la mouche tsé-tsé. Cette découverte permettra de soutenir la lutte contre la trypanosomiase, une maladie qui touche 3 millions d'animaux chaque année et affecte gravement les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des agriculteurs.

## JEU ÉDUCATIF

### Jouer et apprendre avec "African Farmer"

Un nouveau jeu en ligne simule les décisions complexes et les incertitudes auxquelles doivent faire face les agriculteurs africains.

**A**frican Farmer a été développé pour mettre à l'épreuve et éveiller l'intérêt des étudiants, des acteurs du développement et de toute personne intéressée par les défis rencontrés par les agriculteurs dans les pays pauvres. Le but du jeu est de gérer une exploitation familiale dans un village, de prendre les décisions sur

ce que l'on fait pousser, ce que l'on achète et comment nourrir la famille, et de voir les conséquences de ces décisions. African Farmer propose aux joueurs toute une série de défis : prix des aliments, régimes alimentaires, travail et même des événements imprévisibles comme la météo et les maladies.

"Le jeu vise à confronter les gens à l'incertitude et à les forcer à prendre des décisions complexes sur la base d'une information parcellaire", explique le Dr John Thompson, coordinateur du projet. "Il s'agit d'exposer les gens – dans les limites de la simulation – aux réalités auxquelles les petits agriculteurs sont confrontés chaque jour. Cela permet aux gens de réfléchir aux stratégies à suivre par les agriculteurs et au type de politiques, d'aides techniques et de services dont ils ont besoin pour pouvoir les mettre en œuvre avec succès dans la vraie vie." Le jeu est gratuit et libre : [www.africanfarmergame.org](http://www.africanfarmergame.org). ■



À gauche : African Farmer permet de réfléchir sur les stratégies menées par les agriculteurs. Ci-dessous : les étudiants de l'Institute of Development Studies pratiquant le jeu.



© Institute of Development Studies

## BANANE PLANTAIN

### Un fongicide naturel

La pulvérisation des bananeraies par le fongicide NECO permet de lutter efficacement contre la maladie des raies noires.

**L**a cercosporiose noire ou maladie des raies noires, causée par le champignon *Mycosphaerella fijensis*, est un véritable fléau pour les bananiers dans de très nombreux pays du Sud car elle occasionne de sévères pertes de rendement. Au lieu de fongicides chimiques, une équipe de chercheurs ivoiriens de l'Université Félix Houphouët Boigny à Abidjan a opté pour l'utilisation d'un

fongicide naturel, codifié NECO. Il est obtenu à partir des feuilles de *Ocimum gratissimum* (Basilic sauvage) fraîchement récoltées et dont on extrait une huile essentielle grâce à un mécanisme d'entraînement par vapeur d'eau. *Ocimum gratissimum* est une plante très répandue en Côte d'Ivoire, notamment dans le milieu de la pharmacopée.

Les résultats de l'étude conduite sur deux cultivars de bananiers plantains en condition d'infestation naturelle de *Mycosphaerella* entre août 2010 et avril 2011 sur une parcelle expérimentale de l'Université ont montré que la pulvérisation par ce fongicide naturel était un moyen efficace de lutter contre cette maladie des raies noires.

L'étude a été publiée dans le Journal of Applied Biosciences, est téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/mocd4jk> ■

## SEMENCES

### Des PME africaines dynamiques

L'Afrique produit aujourd'hui des semences améliorées pour ses agriculteurs.

**A**ujourd'hui, les entreprises semencières africaines sont collectivement devenues les plus grands producteurs de semences en Afrique sub-saharienne. Ce résultat positif est attribuable au Programme pour les systèmes semenciers en Afrique (PASS) lancé en 2007 par l'Alliance pour

une révolution verte en Afrique (AGRA).

De 2 000 tonnes produites par une poignée d'entreprises, la production de semences est aujourd'hui assurée par environ 80 petites et moyennes entreprises à travers tout le continent et a atteint plus de 80 000 tonnes en 2013. Quelques 464 nouvelles variétés de 15 grandes espèces cultivées, dont le maïs, le manioc, le mil, le riz, le sorgho, les haricots, la patate douce ou les pois d'Angole, ont été spécifiquement développées pour les climats et les sols africains. Selon une étude réalisée en 2013 auprès d'agriculteurs de neuf pays, la majorité de ceux qui ont investi dans des variétés améliorées ont vu leurs rendements augmenter de 50 à 100 %. ■

## NOIX DE CAJOU

### Les bénéfiques sont dans la transformation

La consommation de noix de cajou explose mais le secteur a besoin de plus de soutien.

**A**lors que la consommation de noix de cajou au Nigeria explose, les producteurs perdent environ 900 % de ce qu'ils pourraient gagner s'ils transformaient et emballaient leurs noix selon les normes internationales. "Le prix des noix de cajou brutes est d'environ 80 000 NGN (360 €) la tonne", dit Sotonye Anga de la National Cashew Association of Nigeria (NCAN), "mais une fois transformées et emballées, le prix passe à

près de 1 million NGN (4 500 €) la tonne." Pour inverser cette tendance, les parties prenantes demandent au gouvernement de créer un Fonds d'intervention pour la noix de cajou, semblable au fonds d'intervention de 10 millions NGN (45 millions €) pour le manioc constitué en 2013 et qui fournit des prêts à intérêts réduits aux entreprises tout au long de la filière. À la suite de la sensibilisation menée par le NCAN, l'intérêt porté au secteur de la noix de cajou est aujourd'hui très grand. "De nombreux investisseurs privés ont relancé leurs plantations de cajou abandonnées et beaucoup d'autres ont créé de nouvelles plantations", indique Sotonye Anga. Les marchands de rue vendent de plus en plus de noix de cajou produites localement, et la plupart des supermarchés nigériens proposent des noix de cajou de marque. S'il s'agit d'une bonne nouvelle pour l'industrie, les agriculteurs pourraient toutefois gagner beaucoup plus en transformant eux-mêmes leurs récoltes. ■

Les producteurs pourraient gagner davantage en transformant leurs noix de cajou.



© O. Alawode

## VALORISATION DU RIZ

### Une marque collective

Après 5 années d'accompagnement de la filière riz étuvé de mangrove en Guinée, l'ONG française GRET teste la création de la première marque collective d'un produit transformé en Afrique. Une charte de qualité et un guide de bonnes pratiques ont été élaborés.

## FINANCEMENT

### Crédit de campagne

Basée à Korhogo, au nord de la Côte d'Ivoire, la coopérative Comako, qui produit et exporte des mangues et bénéficie du programme PIP du COLEACP, a obtenu un prêt de l'investisseur belge social Alterfin pour assurer le fonds de roulement de sa prochaine campagne d'exportation.

## FIBRES

### Innovation dans le traitement du sisal

Le Kenyan Alex Odundo a créé deux machines qui transforment les feuilles de sisal en ficelle. Le premier produit de la ficelle de taille standard, la seconde de la ficelle plus fine utilisée par les femmes pour fabriquer des sacs, des paniers et d'autres produits. Certains producteurs de sisal gagnent environ 3 000 euros par hectare par an.

## COMMERCE

### Levée des restrictions

L'Europe a levé la mesure de quarantaine qui frappait les bananes, avocats et citrons en provenance d'Afrique. Les chercheurs ont prouvé que la banane naine Cavendish n'était pas un hôte pour une espèce de mouche des fruits asiatique envahissante et un traitement de désinfection par le froid a été appliqué aux avocats et citrons.

Ces six pages ont été réalisées avec la contribution de : **N. Ackbarally** (Maurice), **L. Adoma** (Îles Salomon), **E. Aïdasso** (Bénin), **O. Alawode** (Nigeria), **M. Andriatiana** (Madagascar), **T. Getachew** (Éthiopie), **E. D. Karinganire** (Rwanda), **J. Karuga** (Kenya), **M. A. Konte** (Sénégal), **C. N. Nfongang** (Cameroun), **E. Ntungwe** (Cameroun), **A M Nzouankeu** (Cameroun), **A. C. Santos** (Cabo Verde), **P. Sawa** (Kenya), **A. Silva** (Mozambique), **M. Waruru** (Kenya).



Chris Addison est coordinateur de programme senior au CTA en charge de la gestion des connaissances. Son travail consiste à aider les partenaires du CTA à faire un meilleur usage de l'Internet en vue du partage d'informations.

CHRIS ADDISON

## De l'information à l'action

La gestion des connaissances (GC) est l'une des priorités du CTA. Ces dernières années, le Centre a soutenu la mise en place de plates-formes de GC pour mieux générer et faire circuler l'information d'une région à l'autre, et entre différents acteurs.

### Comment le CTA définit-il la GC et sa pratique ?

La gestion des connaissances a fait son apparition dans le secteur des TIC au début des années 1990 lorsque les nouvelles technologies ont permis aux utilisateurs d'écrire et de stocker leurs connaissances (l'expérience et les atouts acquis pour faire leur travail) dans des ordinateurs. Du moins, c'est ce que l'on croyait. Les gens pensaient que ces connaissances pourraient être gérées dans des bases de données, facilement récupérées n'importe où grâce à un réseau et ensuite transférées au lecteur. Mais la réalité s'est avérée plus complexe. Au cours de la première décennie, les priorités ont changé étant donné que l'on a réalisé que les connaissances étaient personnelles et subjectives. Il était donc clair qu'il y avait différentes manières de partager l'information et de très nombreuses façons d'apprendre. Pour aller plus loin dans cette réflexion, il fallait étudier comment les gens interagissent dans un environnement donné, tel qu'au sein d'une entreprise, d'un réseau, ou d'une communauté. Cela s'est révélé plus fructueux puisque nous sommes parvenus à mieux cerner les motivations qui se cachent derrière la communication et l'apprentissage, à mieux intégrer les sciences de gestion de l'information et à mieux évaluer les résultats, ce qui est essentiel pour gérer la circulation des connaissances. Le CTA a modulé son approche intégrée actuelle autour de l'idée d'un écosystème de connaissances développé à l'aide de ses partenaires.

L'approche du CTA en matière de GC repose sur une structure arborescente : les racines représentent les "individus" – leurs stratégies, valeurs et culture, leurs structures et gouvernance, leur management et leadership, leurs compétences et rôles. Le tronc, ce sont les "facilitateurs", par exemple, la communication, les systèmes et la technologie, l'apprentissage,

les mécanismes de suivi et d'évaluation, et les innovations. Les branches représentent "les processus de connaissance", tels que la création, le partage, le stockage et l'utilisation des connaissances. Et enfin, les facteurs externes sont les "facteurs de motivation", à savoir la participation, les influences externes et les ressources externes. Le CTA a suivi cette technique pour identifier ce que font les organisations, telles que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, en termes de GC et dans quels cas de nouvelles activités de GC peuvent être développées.

### Pouvez-vous citer quelques exemples de plates-formes et activités de GC du CTA ?

Il ressort des évaluations GC que les organisations et les communautés sont souvent dépourvues de bonnes plates-formes de communication interne. Ce n'est pas vraiment une question technologique mais plutôt de mise en place d'un réseau de personnes capables d'animer et de faciliter le partage de connaissances. Le CTA bénéficie d'une longue expérience de formation dans ce domaine, mais dernièrement, nous nous sommes plus concentrés sur la création de plates-formes de discussion sur des questions politiques, des discussions qui viennent ainsi prolonger et alimenter des entretiens individuels. Par exemple, nous avons longtemps collaboré avec l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO), qui relie les groupes régionaux, afin d'offrir à ses membres une plate-forme de discussion leur permettant de débattre de questions politiques et de présenter des études de cas. Cette plate-forme a notamment contribué à l'élaboration de l'ordre du jour du briefing continental de la PAFO, organisé en marge de la conférence Fin4Ag du CTA en juillet 2014. Les organisations régionales de petits agriculteurs qui unissent leurs forces pour soutenir la PAFO ont ainsi formé un

groupe d'environ 255 personnes, issues de diverses organisations associatives, pour créer la plate-forme. Le CTA a adopté une approche similaire avec le Groupe mélanésien Fer de lance dans le Pacifique et vient d'entamer un travail analogue avec le Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes.

### Quelles sont les difficultés auxquelles vous avez dû faire face ?

Pour nombre de nos partenaires, cette manière de travailler était tout à fait nouvelle. Cela a été très difficile pour certains mais le processus s'est révélé très intéressant une fois le dialogue entamé. La principale difficulté est d'instaurer la confiance dans tout le réseau et de fixer clairement les objectifs communs.

### Comment envisagez-vous l'avenir des pratiques de GC du CTA ?

Historiquement, le CTA a rédigé un grand nombre de documents pour les pays ACP en s'appuyant sur ses propres ressources, mais le Centre doit tirer davantage profit des contenus produits par ses partenaires. Le CTA a tenté d'inverser la tendance au cours des 30 dernières années, mais nous devons aller encore plus loin et aborder nos publications du point de vue de la communauté. J'espère que davantage de partenaires du développement, gouvernements et praticiens se rendront compte des avantages qu'il y a à investir dans des approches de GC et des outils simples, novateurs et rentables, permettant d'atteindre des solutions durables et d'induire de profonds changements dans la manière dont nous produisons, acquérons et partageons l'information. Il est important de mener davantage de recherches pour être en mesure de mettre en lumière le manque-à-gagner du non-partage des connaissances et des bénéfices d'investir dans la GC. ■

Anne Perrin

Lorsqu'une région cultive un produit qui est sans équivalent ailleurs, les consommateurs s'en saisissent. Les indications géographiques vont-elles transformer ces sujets de fierté locale en marques mondiales ?

DES PRODUITS  
À APPELLATION D'ORIGINE

## Le goût du terroir



© Alamy/V. Shulevsky

17 | POINT DE VUE  
Marie-Antoinette Haba :  
valoriser un don de la nature

18 | REPORTAGE AU CAMEROUN  
Protection des IG pour le  
poivre de Penja

Qu'est-ce que les agriculteurs de votre pays produisent que personne d'autre ne peut égaler ? Peu importe où vous vivez, forcément une réponse vous vient facilement à l'esprit. Les fameux produits propres aux terroirs, enracinés dans le milieu et la tradition locale, représentent une forme ancienne de "marques déposées" qui est encore pratiquée un peu partout. Compte tenu de ce succès durable, il convient de s'interroger sur l'accent qui a été mis sur la conversion des fermes dans des cultures de base internationalement normalisées et sur l'effort consenti, bien moindre, pour soutenir les valeurs et renommées uniques établies par des générations d'agriculteurs.

Les produits à appellation d'origine – inséparables de l'endroit où ils sont produits – sont considérés d'un oeil neuf dans les pays ACP. Des efforts ont commencé à être déployés pour créer des indications géographiques (IG) reconnues et protégées internationalement afin de lancer ces produits spéciaux sur de plus grands marchés. L'Afrique subsaharienne a récemment mis en place ses trois premières IG (voir *Spore* 168, *Le miel: un succès délicieux*, p.20) et d'autres, s'inspirant du café jamaïcain Blue Mountain mondialement connu, apparaissent sur le marché des Caraïbes.

Contrairement aux labels "commerce équitable", "biologique" et autres, les IG permettent aux producteurs de fixer leurs propres codes de pratiques, fondés sur les méthodes qu'ils ont toujours suivies. Les approches traditionnelles apportent alors valeur et unicité. À l'inverse de la grande majorité des normes volontaires, les IG sont régies par des lois nationales. Ainsi les pouvoirs publics fixent et surveillent les conditions dans lesquelles une IG est accordée, entretenue et protégée contre les imitations et l'appropriation. Ils surveillent également le cadre qui garantit le contrôle de la qualité, à des niveaux divers d'engagement et d'efficacité selon le système juridique choisi pour protéger les IG au niveau national. À la différence des brevets ou marques déposées, les IG confèrent des droits collectifs qui sont détenus par tous les agriculteurs d'une région qui respectent les spécifications du produit, ce qui offre des opportunités équitables aux communautés tout entières. Ces droits collectifs exigent toutefois une approche également collective entre les producteurs et les autres acteurs de la chaîne de valeur pour mettre en place, régir et commercialiser les IG.

## Du parmesan au poivre de Penja

Cette pratique d'enregistrement des IG a commencé en Europe, initialement pour le vin, et aujourd'hui ce sont bien plus de mille produits qui figurent sur le registre de l'UE. L'appellation a permis de maintenir en vie des secteurs entiers d'industries locales, tout en générant un marché important pour des produits prisés comme le parmesan (*Parmigiano Reggiano*) et le champagne. Avec de tels exemples d'excellence – et les millions de consommateurs sensibilisés aux IG – il n'est pas surprenant que l'Europe



inspire les pays ACP à redécouvrir leurs propres spécialités locales.

L'évolution d'une simple bonne réputation à un produit protégé par une IG, bien commercialisé et à qualité contrôlée exige beaucoup d'efforts – et surtout une grande coopération. Il n'y a pas de formule unique permettant de repérer un bon produit à appellation d'origine ou candidat à une IG, et pas d'acteur unique qui puisse créer une nouvelle

La noix de muscade de Grenade a été identifiée par l'OMPI comme un produit qui pourrait bénéficier d'une assistance technique pour la désignation d'IG.

## Marques alternatives

Aux USA, la principale forme de protection des IG passe par les "marques de certification" appartenant à des entités indépendantes et administrées par celles-ci. Une marque de certification sur un produit indique qu'il correspond à des caractéristiques données – comme une région d'origine. Ces marques, aux USA, font souvent référence aux États, comme la marque "cultivées dans l'Idaho" pour les pommes de terre. Une autre solution possible est une "marque collective" qui certifie qu'un produit est fabriqué par un membre d'une association. Lorsque l'association n'admet que les membres d'une certaine zone géographique, une marque collective peut fonctionner comme une IG. En l'absence d'un système national de protection des IG, ces deux types de marques peuvent protéger les produits, mais la responsabilité repose essentiellement sur le propriétaire de la marque. Celui-ci peut être un organisme privé ou public, mais il doit avoir la capacité de surveiller l'utilisation de la marque, de faire respecter les normes et d'engager des poursuites contre les infractions.



Le café jamaïcain Blue Mountain est réputé pour sa saveur douce et son absence d'amertume.

marque associée à l'origine. C'est là que l'agriculture et les techniques de transformation traditionnelles se retrouvent face à un ensemble complexe de connaissances sur les droits de la propriété intellectuelle, la valorisation des marques et la commercialisation.

Cette expertise a été rassemblée pour la première fois à l'occasion d'un atelier ACP/UE sur les IG organisé en 2009 à Montpellier, en France, par le CTA, l'Agence française de développement (AFD) et le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Le grand intérêt suscité par cette conférence a conduit à l'établissement d'un forum de discussion en ligne par le CTA et l'Organisation pour un réseau international d'indications géographiques (origIn), qui comprend actuellement 226 membres provenant de 63 pays. Cette collaboration a abouti à la publication d'un "Manuel pratique sur les indications géographiques pour les pays ACP" visant à offrir aux politiques, aux producteurs et autres acteurs de la région un guide complet sur la complexité économique, légale et opérationnelle de l'approche des IG.

Pour l'instant, il y a en Afrique subsaharienne trois exemples de mise en œuvre des IG : le poivre de Penja (voir p. 18) et le miel d'Oku, deux produits du Cameroun, et le café Ziama-Macenta de la Guinée. Ces produits sont enregistrés auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) qui a mis en place en 1977 un système uniformisé de protection de la propriété intellectuelle qui s'est avéré convenir pour les IG. Il est toutefois très vraisemblable que d'autres produits seront valorisés dans un avenir proche car plusieurs partenaires ont appuyé divers efforts à travers tout le continent. Dans une série d'ateliers de formation qui se sont tenus depuis mai 2013, par exemple, le CTA, la FAO, l'Organisation mondiale de la

propriété intellectuelle (OMPI), l'OAPI, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) se sont employés à renforcer les capacités des pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest à sélectionner d'éventuels produits intéressants. ►

## Des origines pacifiques ?

En tant que région insulaire riche de tant d'environnements et cultures uniques, le Pacifique semble être un autre habitat naturel pour des produits à appellation d'origine. Aucun État du Pacifique n'a encore relevé ce défi mais cela ne devrait pas tarder à changer. "La région présente certainement un important potentiel – voir le cacao de Vanuatu et des Îles Salomon – et en particulier en association avec l'agrotourisme", indique le Coordinateur de programme sénior sur le développement des chaînes de valeur du CTA, Vincent Fautrel, qui a participé aux ateliers dans les Caraïbes et en Afrique. "Des discussions sont maintenant en cours avec diverses organisations de la région sur la meilleure manière de sensibiliser les principales parties intéressées à ces approches et outils et de renforcer leurs capacités." Les produits IG pourraient être une manière de faire connaître les produits du Pacifique ainsi que les îles dont ils proviennent. De plus, les régions voisines montrent l'exemple : l'Indonésie a enregistré sa première IG pilote pour le café de Kintamani, à Bali, tandis que les Philippines travaillent sur des produits comme les noix de pili de Bicol et les pomelos de Davao.

# DOSSIER

## ► Les grands favoris des îles

Dans les Caraïbes, les perspectives prometteuses des produits à appellation d'origine s'incarnent dans le café Blue Mountain, un produit de grande valeur originaire des montagnes de l'est de la Jamaïque. Une approche réussie qui s'est poursuivie avec des produits indigènes comme le rhum jamaïcain et le mélange d'épices Jerk. Les autres pays étudient aussi la possibilité d'adopter une telle démarche ; un atelier de formation régional OMPI/CTA organisé en août 2013 a d'ailleurs contribué à faire avancer le processus d'identification.

L'ananas noir d'Antigua semble être une valeur sûre : il a une apparence caractéristique, la réputation d'être "l'ananas le plus sucré du monde" et il est si étroitement associé à l'image de l'île qu'il surpasse les armoiries nationales d'Antigua et Barbuda. Dans un marché mondial de l'ananas très concurrentiel dominé par des méga-producteurs, l'ananas noir d'Antigua pourrait gagner de nouveaux marchés pour la petite île, d'autant plus que le caractère particulièrement sucré du fruit dépend du sol et des précipitations relativement faibles. Le pays poursuit depuis 2010 une stratégie d'obtention d'une IG mais n'a pas encore atteint cet objectif. Une fois l'IG assurée, le

potentiel réel d'exportation du fruit dépendra encore de la capacité de production de l'île, qui pour l'instant ne parvient même pas à satisfaire la demande intérieure.

Le gouvernement de Grenade, par ailleurs, cherche à développer une image de marque non seulement pour ses produits, mais aussi pour l'île elle-même en tant que "qu'île aux épices". La muscade de Grenade a en particulier été repérée par l'OMPI comme l'un des six produits qui pourraient recevoir une assistance technique pour l'obtention d'une désignation d'IG. Grenade espère que l'épice très parfumée sera finalement reconnue et protégée sur le marché européen.

"Dans la région, le processus d'obtention de la protection des IG est relativement récent", affirme la spécialiste barbadienne de la propriété intellectuelle Wendy Hollingsworth, donc il est logique de se conformer aux directives de l'extérieur. "Les pays de la région qui entreprendront de développer un cadre pour la protection des IG utiliseront des directives qui existent déjà, comme celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou de l'UE dans le contexte de l'APE UE-CARIFORUM." Il existe en effet une clause dans l'APE (Accord de partenariat économique) qui demande aux pays du CARIFORUM de

## Produits d'origine géographique

Selon les estimations, les produits IG sont vendus en moyenne 2,23 fois plus chers que les produits non labellisés IG

### CAFÉ

Source: CTA, 2011; CTA, 2013; EC, 2014; Oryza.com, 2014; WIPO



Café "Blue Mountain" de Jamaïque

**\$US 19,75**

**45 %**

par kilo  
contre **US\$ 1,44**  
pour le café torréfié

du prix de détail  
parvient aux  
producteurs

Un des cafés les plus chers au monde

### Café éthiopien

**\$US 6-8 par kilo**

**\$US 1,2-1,6 milliard**

de marque protégée

Les producteurs de café Yirgacheffe ont doublé leurs revenus entre 2006 et 2007

de revenus d'exportation attendus

### THÉ DARJEELING



**10 000 tonnes** produites chaque année

**7 000 tonnes** exportées

**\$US 30 millions** de revenus d'exportation

**52 000 + 15 000** travailleurs à temps plein saisonniers durant la récolte

### HUILE D'ARGAN



Utilisée à des fins alimentaires et cosmétiques dans le sud-ouest du Maroc

**320 tonnes** exportées en 2007/2008

**25-45 %** des revenus de la population locale

### HUILE D'OLIVE 'RIVIERA LIGURE'



Côte nord-ouest de l'Italie

**30 %**

plus chère que l'huile d'olive d'origine non géographique

### RIZ BASMATI



**20 millions de tonnes**

**\$US 250 millions**

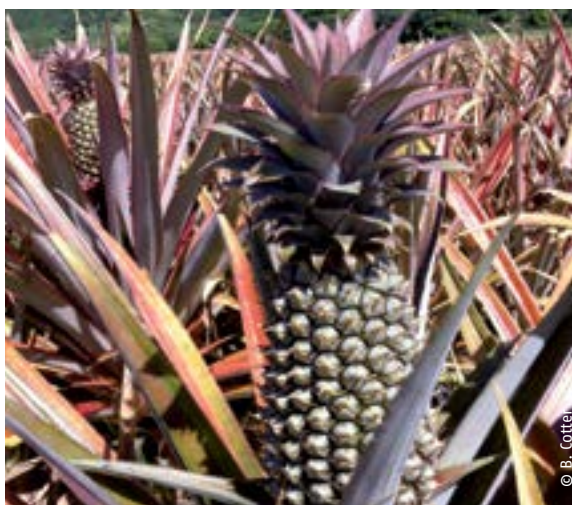
**\$US 1,5 milliard**

Production attendue en Inde en 2014-15

d'exportation en 2001 pour le Pakistan

d'exportation de l'Inde en 2007





L'apparence caractéristique de l'ananas noir d'Antigua plus petit et au goût très sucré.

mettre en place un système de protection des IG dès le début de 2014, ce qui conduirait à la négociation d'un accord à part entière entre les régions.

Il s'agit là d'efforts menés par les gouvernements, mais Wendy Hollingsworth souligne que n'importe qui peut en fait amorcer le processus. "Même de petits producteurs peuvent présenter une demande d'IG", dit-elle. "De tels groupes auront souvent besoin de l'appui du secteur public ou d'organismes de soutien aux entreprises. Pour l'instant, ni les petits ni les gros producteurs n'ont manifesté beaucoup d'intérêt et le processus est essentiellement piloté par les offices de la propriété intellectuelle ou les organismes de soutien aux entreprises." Mais au final, ce seront les producteurs et leurs associations qui devront faire des produits de qualité une réalité en s'organisant eux-mêmes avec un code de pratiques et une instance de surveillance.

### Une géographie changeante

De plus en plus de pays s'aventurent dans le développement d'IG et les exemples à suivre ne manquent pas. Cela étant, il est important de se rappeler qu'un produit à appellation d'origine n'a pas nécessairement besoin d'une certification IG pour trouver de meilleurs marchés. Il se trouve partout des produits uniques et de grande qualité et il existe de nombreuses manières de les préserver, protéger et promouvoir (voir l'encadré p. 14).

"Je suis sûr que chaque pays offre un certain potentiel pour les produits à appellation d'origine mais l'intérêt ou non de chercher à obtenir une IG ne peut être déterminé qu'au cas par cas", indique le coordinateur de programmes sénior sur le développement des chaînes de valeur du CTA, Vincent Fautrel. "Les pays doivent réfléchir très soigneusement aux produits susceptibles de devenir éligibles et la méthodologie de sélection mise au point par la FAO est très utile en ce sens. L'essentiel est de définir si cette approche va augmenter les revenus des agriculteurs." Parfois, les producteurs connaissent et desservent déjà un marché qu'ils alimentent depuis des générations. Mais il arrive aussi que des perspectives plus intéressantes soient envisageables. La première étape consiste simplement à observer la situation et à découvrir, ou redécouvrir, ce qui rend un endroit unique. ■

Paul Cox

## Point de vue

Marie-Antoinette Haba est la coordinatrice pour les indications géographiques au ministère de l'Agriculture de Guinée.



### Valoriser un don de la nature

#### À quoi correspond l'indication géographique (IG) du "Café Ziama Macenta" ?

Les caractéristiques du café Ziama Macenta viennent de sa provenance géographique, dans la forêt du Mont Ziama en Guinée, du microclimat et du savoir-faire des producteurs locaux. Ces éléments s'associent pour donner un système agroforestier complexe basé sur les caféiers. Toutes les opérations (plantation, récolte, tri, séchage, conditionnement et entreposage du café "coque", décorticage, vannage, calibrage et ensachage du café commercial) doivent être effectuées dans cette zone géographique et conformément à des spécifications précises (appelées "code de pratiques").

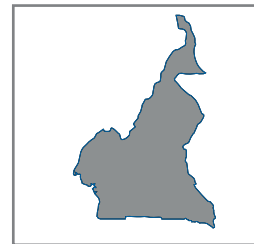
#### Quels sont les avantages d'une IG ?

La qualité spécifique – lorsqu'elle est prouvée et valorisée par les acteurs eux-mêmes – peut servir de moteur au développement local. Aujourd'hui, le café vert IG se vend 25 000 GNF (2,59 €) par kilo, en comparaison de 13 000 GNF (1,35 €) par kilo pour le café vert non IG. Le café Ziama Macenta se vend sur des marchés de niche, régionaux et européens, où les consommateurs sont prêts à payer plus pour obtenir du café de grande qualité. Le savoir des producteurs et leur respect pour leurs terres garantissent une agriculture plus respectueuse de l'environnement. La préservation de cet environnement maintient la réputation de leur production, lui confère une valeur ajoutée, crée des emplois et augmente leur pouvoir de négociation.

#### Quels sont les enseignements à tirer de cette expérience ?

D'abord, une forte motivation et une bonne organisation sont indispensables pour mener à bien un tel projet. Il est aussi extrêmement important d'impliquer toutes les parties intéressées. Ensuite, il faut que le gouvernement guinéen soutienne les producteurs locaux et les aide à mettre en place des partenariats techniques et financiers afin de mobiliser les ressources nécessaires pour bien mettre en évidence, perfectionner et valoriser leurs produits. Le contexte guinéen présente des contraintes importantes : des acteurs et des marchés désorganisés, un manque d'infrastructures et un accès difficile aux financements pour les producteurs. Avec une production de 18 tonnes et un contrat d'achat signé avec une entreprise française en 2013, les producteurs ont bien tiré parti de cette opportunité. Mais il reste des problèmes à résoudre. Par exemple, ils n'ont pas pu produire suffisamment et leur contrat a été suspendu en 2014. Le partenariat devrait être maintenu en 2015 à condition que les deux parties se mettent d'accord.

Anne Perrin



# Protection des IG pour le poivre de Penja

Le poivre blanc de Penja du Cameroun a ouvert la voie à de nouvelles perspectives en devenant l'une des premières cultures d'Afrique à être protégée par une Indication géographique. Un long processus mais qui vaut maintenant aux agriculteurs une juste récompense.

**D**ans les plantations Metomo, situées à Penja, au Cameroun, des employés portant couvre-chefs et foulards trient à la main du poivre blanc de Penja. Certains vérifient qu'il n'y a pas de corps étrangers dans le poivre tandis que d'autres le tamisent pour séparer les gros grains des petits. "La production actuelle de poivre

blanc de Penja est d'environ 300 à 400 tonnes par an", explique René Claude Metomo, le président de l'association des producteurs de poivre de Penja qui rassemble plus de 300 acteurs du secteur, dont des pépiniéristes, des producteurs et des distributeurs. "La production va toutefois sûrement augmenter maintenant que le poivre blanc produit à Penja

À gauche : le poivre blanc de Penja.  
Au centre : tri du poivre blanc de Penja.  
À droite : une pépinière de poivre blanc de Penja.



a obtenu une indication géographique (IG) qui lui permet d'être vendu sous l'étiquette 'Poivre de Penja', ajoute M. Metomo. "La production sur nos terres pourrait atteindre environ 2 000 tonnes par an."

"Le poivre blanc de Penja a été le premier produit à recevoir une IG en Afrique", explique l'agro-économiste Angeline Ketchajuene. "Cela signifie que ce poivre a reçu une protection liée à une localité spécifique du Cameroun. Le poivre est une épice présente presque partout dans le monde. Mais le poivre de Penja est différent des autres en raison de son goût particulier et de son arôme exceptionnel", ajoute-t-elle. Pourquoi le poivre de Penja est-il si distinctif ? M. Metomo explique : "À Penja, nous avons un écosystème plutôt particulier. Nous sommes sur des terres volcaniques et basaltiques, ce qui rend les sols très riches. Notre climat est aussi très favorable à la culture du poivrier. Tous ces éléments s'additionnent pour donner au poivre de Penja des qualités qui sont internationalement reconnues."

Le processus d'obtention de l'IG a pris plusieurs années, de son amorce en 2008 à sa réussite en septembre 2013. Selon Mme Ketchajuene, le plus difficile a été d'organiser tous les acteurs du secteur afin qu'ils élaborent un cahier des charges /code de pratiques qui détaille les responsabilités de chaque partie et les étapes à suivre pour maintenir la qualité du poivre. Mais les producteurs affirment que l'obtention de l'IG a amélioré leur vie, l'aspect le plus visible de cette évolution étant le prix de vente du poivre. "Avant l'IG, les prix fluctuaient autour de 3 000 FCFA (4,50 €) le kilo. Le prix variait selon la capacité des producteurs à négocier. Depuis l'obtention de l'IG, le groupe de producteurs a réussi à stabiliser les prix. Pour la saison qui vient de s'achever, tous les producteurs ont vendu leur poivre à 5 000 FCFA (7,60 €) le kilo", a indiqué M. Metomo.

La plupart des agriculteurs de l'association cultivent du poivre conventionnel, mais certains produisent du poivre biologique, comme Jean-Pierre Imélé. "Nous n'utilisons

que des intrants autorisés dans l'agriculture biologique", explique-t-il, ajoutant qu'il ne fait appel qu'à des engrais et pesticides organiques fabriqués par l'un des membres de leur groupe. M. Imélé produit du poivre biologique depuis sept ans sur trois hectares et sa production est contrôlée tous les ans par un organisme de certification attestant son statut de producteur biologique. Cela lui permet de vendre son poivre biologique à des magasins spécialisés en France pour au moins 25 000 FCFA (38 €) le kilo. "L'obtention de l'IG a augmenté la renommée de notre poivre", déclare M. Imélé. "Depuis, les commandes ont augmenté. Nous ne pouvons fournir les quantités qui sont demandées."

Lenjeu le plus important après l'obtention de l'IG sera de maintenir la qualité et la renommée du poivre, d'autant plus qu'il n'est pas facile à produire, estime M. Metomo. "Après avoir planté un poivrier, vous devez attendre quatre ans pour commencer à récolter vos premières graines. Il faut être patient. Vous devez entretenir votre plantation pendant ces quatre années. Parfois les poivriers ne produisent pas et il faut tout recommencer." Pour maintenir la grande qualité du poivre de Penja, les producteurs bénéficient du soutien du ministère camerounais de l'Agriculture, qui fait forer deux puits. "Dans la transformation du poivre, la qualité de l'eau utilisée pour le laver est très importante. Il faut le laver avec de l'eau potable", soutient M. Metomo.

Le ministère construit également un centre de conditionnement. "Le centre de conditionnement sera très important pour notre cahier des charges. Seuls les produits respectant les dispositions de ce document pourront être conditionnés avec notre logo, ce qui nous permettra de continuer à maintenir la qualité du poivre", ajoute M. Metomo. Le poivre de Penja est vendu au Cameroun ainsi qu'en Allemagne, en France et en Suisse. ■

Anne Mireille Nzouankeu



# Une renaissance savoureuse

L'industrie sucrière mauricienne s'offre une nouvelle vie en valorisant l'ensemble des sous-produits de la canne à sucre, une stratégie qui s'avère payante.

**C**hronique d'une mort annoncée... avortée ! Le secteur sucrier mauricien était prédestiné à une "catastrophe économique" avec la fin du Protocole sucre de l'Union européenne (UE) en 2007 et la chute de 37 % des prix du sucre qui s'en est suivie, le coup de grâce devant être le démantèlement du système des quotas sucriers en 2017. Mais il n'en a rien été : l'île Maurice a anticipé les réformes et a su se repositionner stratégiquement. Elle a transformé son industrie sucrière en une industrie de la canne, intégrant toutes les composantes économiques que peut générer le traitement optimal de cette matière première.

Pour rendre son industrie plus compétitive, l'île a d'abord réduit le nombre de ses usines sucrières. Elles sont passées de 17 en 1997 à 4 en 2014 mais sont capables de broyer plus de cannes et de produire de l'électricité. Elle a, ensuite, investi dans la production de 400 000 tonnes de sucres spéciaux et raffinés plus rémunérateurs que le sucre brut et ce grâce à des partenariats stratégiques avec notamment la firme allemande SuedZucker AG. Ces sucres sont vendus directement aux grands consommateurs que sont les firmes européennes telles Nestlé et Danone et les hypermarchés. Fini le temps où l'industrie mauricienne se contentait de produire le sucre roux pour la firme britannique Tate & Lyle qui le raffinait et le vendait sur le marché européen.

L'industrie mauricienne valorise aussi la bagasse, un résidu de la canne à sucre. Abandonnée à l'époque où les Mauriciens se concentraient sur le sucre roux et où son prix n'avait pas encore été réduit, la bagasse est aujourd'hui utilisée en cogénération avec le charbon : elle produit environ 20 % de la



© Mauritius Sugarcane Industry Research Institute

consommation annuelle d'électricité de l'île. Il faut ajouter la production d'éthanol à partir de la mélasse, autre sous-produit de la canne et qui servait autrefois d'engrais.

Enfin, le rhum agricole, fabriqué à partir du sucre de canne, est toujours apprécié en France, qui importe plusieurs dizaines de milliers de bouteilles par an.

Toutes les composantes de la canne à sucre étant ainsi valorisées, à Maurice, on ne parle plus maintenant d'industrie sucrière mais d'industrie cannière. Les défis engendrés par la réforme sucrière européenne ont été transformés en opportunités, sauvant ce secteur industriel.

## Des petits producteurs oubliés ?

Toutefois, les producteurs, et plus particulièrement les petits, ne semblent pas tirer totalement profit de cette évolution. Au nombre de 20 000, ils cultivent environ 40 % de la superficie en canne. "Nous vendons nos cannes à sucre comme matière première aux usines sucrières qui ne nous donnent pratiquement rien pour la bagasse, l'électricité, la vinasse et la mélasse ni pour l'éthanol qu'elles produisent à partir de nos cannes. Elles ne nous rémunèrent que pour le sucre", affirme Jugessur Guirdharry, un agriculteur membre de la coopérative Union Park, dans le sud de l'île. Un agriculteur qui doit faire face à une hausse des coûts de production tant au niveau des engrais que des herbicides, de la main-d'oeuvre et du transport. "Si le petit planteur ne participe pas lui-même à une partie des travaux aux champs, et recourt à de la main-d'oeuvre

rémunérée, il ne s'en sort pas", ajoute-t-il.

Tant que l'île ne produisait que du sucre roux, personne ne s'intéressait aux sous-produits de la canne. Maintenant que la bagasse a de la valeur, les petits planteurs réclament une juste rémunération pour ce sous-produit.

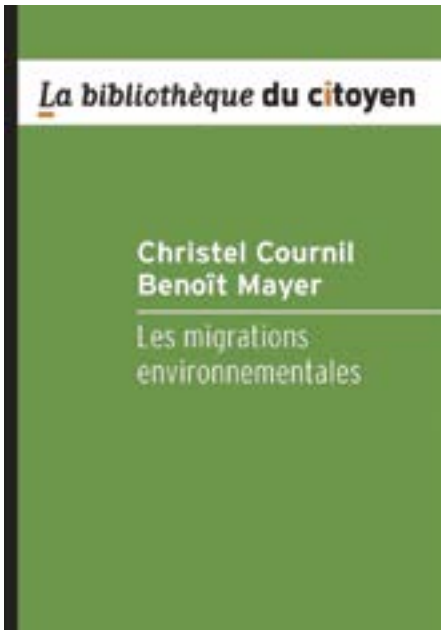
Ce n'est pas tout. Les usiniers gardent 22 % du sucre produit pour se rémunérer du broyage, ce que les petits producteurs jugent trop élevé. Le président de la République, Kailash Purryag, est intervenu pour que cette part soit diminuée, craignant que les petits producteurs ne se détournent de cette culture.

Pour Sen Dabydoyal, un agriculteur membre de la coopérative de Médine, dans l'est de l'île, "nous n'avons pas encore atteint le fond mais il n'est pas loin : le nombre de petits producteurs qui ajoutent de la valeur à l'industrie cannière mauricienne va diminuer, ainsi que la superficie des terres sous culture". Certaines coopératives, qui affichaient jusqu'à 300 membres il y a peu de temps encore ont vu leur nombre se réduire pour atteindre aujourd'hui la cinquantaine.

L'industrie cannière se développe mais avec une épée de Damoclès : le futur démantèlement du système européen des quotas sucriers en 2017 qui pourrait se traduire par une baisse des prix. Un coup de massue pourrait être alors porté aux petits producteurs. ■

Nasseem Ackbarally

# Protéger les migrants



## Les migrations environnementales

Par C. Cournil et B. Mayer  
Éditions Presses de Sciences Po,  
mars 2014, 166 p.  
ISBN : 9782724614909  
15 €  
Presses de Sciences Po  
117 boulevard Saint Germain  
75006 Paris – France  
Tél. : +33 (0) 1 45 49 83 64  
Fax : +33 (0) 1 45 49 83 34  
<http://www.pressesdesciencespo.fr>

■ La migration a toujours fait partie du mode de vie de l'Homme et c'est par elle qu'a été explorée et conquise la surface de la planète. "Notre espèce a donc toujours connu, pour l'essentiel de son histoire, une vie nomade, migrante", souligne François Crépeau dans la préface du livre. Les causes des migrations sont souvent multifactorielles : politiques, économiques... et de plus en plus environnementales. Dans les agendas politiques nationaux et internationaux, on parle de plus en plus de "réfugiés climatiques"

ou de "migrants environnementaux". Si l'environnement a toujours eu une influence sur les comportements migratoires des populations, "cette influence est devenue plus problématique sous l'effet combiné de l'expansion démographique et du développement technologique, qui ont transformé nos relations avec la nature", constatent les auteurs. Est alors apparu le concept de "migration environnementale" que les auteurs de l'ouvrage cherchent à cerner, à définir pour apporter des réponses possibles, notamment des pistes institutionnelles et juridiques, afin de mieux protéger ces migrants. Selon un rapport de l'Internal Displacement Monitoring Center (IDMC), de 2008 à 2012, entre 16,7 et 42,3 millions de personnes ont été déplacées chaque année suite à des désastres naturels, principalement liés à la météorologie, qui ont eu lieu en Asie.

# Le genre dans l'agriculture familiale



## Féminin-Masculin Genre et agricultures familiales

Sous la coordination de H. Guétat-Bernard  
Éditions Quae, mai 2014, 256 p.  
ISBN : 9782759221639  
35 € CTA no. 1779,  
20 unités de crédit  
Éditions Quae RD 10  
78026 Versailles Cedex, France  
Tél. : +33 (0) 1 30 83 35 48  
Fax : +33 (0) 1 30 83 34 49  
Email : [serviceclients@quae.fr](mailto:serviceclients@quae.fr)  
<http://www.quae.com>

📖 Interroger le développement agricole au prisme des relations hommes-femmes et dans une perspective Nord-Sud, telle est l'ambition de ce livre réalisé par un collectif de scientifiques et d'acteurs du développement. Ces rapports sont étudiés dans le contexte des agricultures familiales, en tissant des liens entre le local et le général, entre les continents – Nord et Sud, entre les acteurs et les chercheurs, entre les femmes et les hommes. Le questionnement est structuré en trois grandes parties. Une première s'interroge sur la gestion sociale des ressources productives, en fonction des rapports de pouvoir, de genre et de génération. Les inégalités de genre dans l'agriculture familiale sont abordées dans une deuxième partie en cherchant à les évaluer mais aussi en envisageant des mesures pour les réduire. Des études de cas réalisées en Afrique de l'Ouest, en Allemagne et en France sont présentées. La troisième partie analyse les nouvelles formes de commercialisation de biens alimentaires autour des "circuits courts" et des nouveaux liens entre producteurs et consommateurs. De nouveaux rapports étudiés au travers, par exemple, des rapports villes-campagnes dans la région Midi-Pyrénées, ou la genèse du Teiki au Japon ou encore les coopératives rurales en Grèce.

## ▼ Cacao durable et agroforesterie

Les pays émergents consomment de plus en plus de produits chocolatés ! Il faut, par conséquent, produire davantage de cacao mais aussi plus durablement. Estimant que le modèle intensif en intrants reposant sur la monoculture en vigueur depuis les années 60 a montré ses limites, les chercheurs du CIRAD proposent de s'intéresser à l'agroforesterie et d'introduire des arbres fruitiers et forestiers dans les cacaoyères.

### Production durable de cacao – S'inspirer de l'agroforesterie

Par P. Bastide, O. Deheuvels et P. Jagoret  
Perspective n°27, CIRAD, mai 2014, 4 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/mkukysp>

## ▼ Priorité à la biodiversité

"L'agro biodiversité est le fondement même de la sécurité alimentaire et nutritionnelle", souligne Agripade. Pourtant, elle est menacée. C'est pourquoi des initiatives et des expériences se multiplient pour retrouver, préserver, conserver cette biodiversité agricole. Il s'agit, par exemple de "culture polyvariétale" au Bénin ou de champs de diversités phytogénétiques au Niger, ou encore de la labélisation du bétail ruminant endémique.

### Agrobiodiversité et sécurité alimentaire

Agripade, volume 30 .1, mars 2014, 36 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/m58tcfm>

## ▼ Pisciculture : mode d'emploi

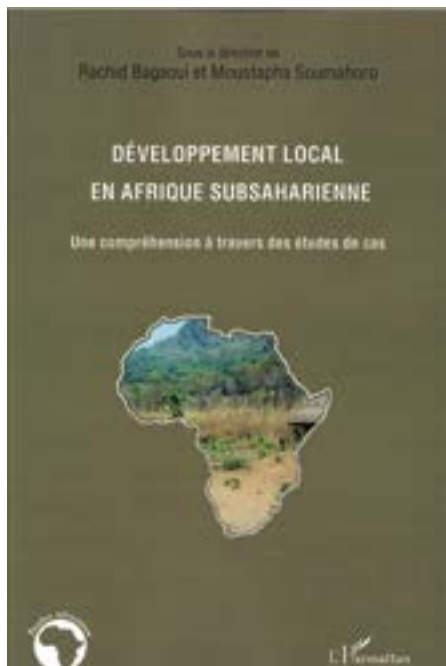
Tout candidat qui voudrait se lancer dans la pisciculture semi-intensive devrait prendre connaissance de ce manuel de vulgarisation. Il explique dans un premier temps comment déterminer un site favorable et construire des étangs, puis donne les clés pour préparer l'étang et choisir les poissons et leur alimentation.

### Manuel de pisciculture semi-intensive en étang

Agence Belge de Coopération (CTB), mars 2014.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/om8j3eo>

## La spécificité africaine du développement local



### Développement local en Afrique subsaharienne

Une compréhension à travers des études de cas  
 Sous la direction de R. Bagaoui et M. Soumahoro  
 Éditions L'Harmattan, avril 2014, 263 p.  
 ISBN : 9782336303055  
 28€  
 Éditions L'Harmattan  
 5-7, rue de l'École Polytechnique,  
 75 005 Paris, France  
 Tél. : +33 (0) 1 40 46 79 20  
 Fax : + 33 (0) 1 43 25 82 03  
<http://www.harmattan.fr/>

■ Le thème du développement local est sur toutes les lèvres, notamment des chercheurs, des organismes internationaux et des politiques. Mais que signifie, au juste, le développement local dans un contexte africain ? Existe-t-il, d'ailleurs, une spécificité africaine ? Ce sont les questions posées dans cet ouvrage collectif riche en expériences de terrain et études de cas tant en milieu urbain que rural. La réflexion démarre sur le concept même du développement et des politiques menées sans succès en Afrique depuis

### ▼ Commerce intra-africain

Dans ce papier d'opinion, le GRET estime que l'essor du commerce intra-africain est une solution pour répondre à la demande alimentaire croissante du continent, tout en renforçant la place de l'agriculture familiale et des produits locaux dans l'économie nationale. Pour le favoriser, le GRET formule des recommandations comme renforcer la protection des produits régionaux ou inventer de nouveaux dispositifs de régulation.

#### Agriculture familiale : le commerce régional pour nourrir le continent africain

GRET, Politique et pratiques de développement N°13, mars 2014, 4p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/nzkmpfn>

### ▼ Diversité des oléagineux en Afrique

La revue OCL consacre un numéro à la filière oléagineuse sur l'ensemble du continent, du nord avec l'olivier au Maroc ou en Tunisie jusqu'au sud avec le soja en Afrique du sud. Outre les filières plus traditionnelles, comme l'arachide ou l'huile de palme, sont aussi traités le karité, qui est la seconde culture oléagineuse la plus importante en Afrique, ou encore les 77 espèces identifiées dans le Bassin du Congo.

#### La filière oléagineuse en Afrique

Oilseeds&fats Crops and Lipids (OCL), vol.21, mars-avril 2014,

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/k5wdeak>

## Interfaces des productions agricoles et de l'élevage



### Les cultures fourragères

Sous la direction de H. Guérin, J. Huguénin, H.-D. Klein et G. Rippstein  
 CTA, Ed. Quae et Presses Universitaires de Gembloux, septembre 2014, 256 p.  
 ISBN : 9782759221684  
 25 €  
 CTA no. 1784  
 10 unités de crédit

Près de 80 % des surfaces agricoles servent à nourrir le bétail. La production fourragère est donc déterminante dans la productivité des systèmes d'élevage. Elle joue également un rôle essentiel dans la durabilité des systèmes mixtes qui allient productions végétales et animales. Nombre de systèmes agro-écologiques se fondent sur une bonne intégration des plantes fourragères dans ces systèmes de production : elles y jouent en effet un rôle central dans l'alimentation des animaux, dans la production de fumure organique et partant, dans l'entretien de la fertilité des parcelles cultivées. Enfin, des fonctions écologiques et économiques plus globales trouvent leur place dans des démarches pertinentes de développement (lutte antiérosive et protection des sols, séquestration du carbone, production de biocarburants, etc).

L'ouvrage explique comment choisir les plantes fourragères, comment les cultiver, les exploiter et les gérer. Il aborde également les problématiques des ligneux fourragers, de la production des semences et de l'économie de la production fourragère.

### ▼ La NASAN en question

La Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NASAN) a été instaurée en 2012 lors du Sommet du G8. Dans une étude de cas réalisée au Burkina Faso, OXFAM s'interroge sur la finalité de la NASAN. L'ONG estime que sa mise œuvre ainsi que les réformes qui l'accompagnent peuvent aller à l'encontre de l'agriculture familiale mais aussi compromettre la sécurité alimentaire des plus vulnérables.

#### A qui profite la nouvelle alliance ? La Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8 au Burkina Faso

Oxfam, note d'information, mai 2014, 15 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/kb6tf2v>

## L'Afrique acteur de la mondialisation



**L'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale**  
Sous la direction de A. Bourgain, J. Brot et H. Gérardin  
Éditions Karthala, juin 2014, 300 p.  
ISBN : 978281111489  
27 €  
Éditions Karthala  
22-24, boulevard Arago  
75013 Paris  
Tél. : +33(0)1 43 31 15 59  
Fax : +33(0)1 45 35 27 05  
<http://www.karthala.com>

■ Très longtemps, l'Afrique a été perçue comme peu intégrée au niveau international, comme exclue de la mondialisation. Le questionnement portait alors surtout sur les modalités d'adaptation du continent au processus de mondialisation. Mais depuis le début de la décennie, ses performances économiques, l'essor des relations avec les pays émergents, le développement d'une logique Sud-Sud remettant en cause les traditionnels rapports Nord-Sud, font que l'Afrique est devenue un acteur de la mondialisation. Quels sont le sens et la portée de l'intégration internationale de l'Afrique ? Quelles formes prend-t-elle ? Dans quelles dynamiques s'inscrit-elle ? La place de chaque pays et leur évolution demeurent-elles contrastées tant au niveau quantitatif que qualitatif ? C'est autant d'interrogations qui sont posées dans cet ouvrage avec des réponses et points de vue de plusieurs chercheurs tant du Nord que du Sud et qui sont articulés autour de quatre problématiques : les liaisons Afrique-Asie, les modalités de l'exploitation des matières premières, les partenariats renouvelés avec l'Union européenne et les mouvements migratoires.

### ▼ Les pesticides à la porte !

Protéger les cultures maraîchères contre les insectes ravageurs tout en réduisant les pesticides est possible en plaçant des filets anti-insectes sur les cultures. Une équipe de scientifiques de plusieurs institutions, comme le CIRAD, l'USAID ou l'Université du Michigan, a montré que ces simples filets permettaient de réduire de 70 à 100 % les pulvérisations d'insecticides pour les cultures de choux et de tomates au Kenya.

#### Des filets anti-insectes pour éviter l'usage de pesticides

Un film de T. Martin et M. Royo, Caméléon Production, 14 mn  
Vidéo visible sur YouTube :  
<http://tinyurl.com/kbujapv>

## Le champignon sous toutes ses facettes



**Tous les champignons portent-ils un chapeau ?**  
90 clés pour comprendre les champignons  
Par F. Martin  
Éditions Quae, mai 2014, 184 p.  
ISBN : 9782759221745  
22 €  
Editions Quae, voir page 21

■ Des centaines d'espèces de champignons, certainement plus d'un million, peuplent bois, forêts, prairies et marais. Ils font la joie des promeneurs du dimanche, amateurs de cueillette, et des papilles de tout un chacun lorsqu'ils ne sont pas venimeux. Mais au-delà de l'intérêt gastronomique, les champignons remplissent une multitude de fonctions, souvent insoupçonnées mais indispensables. Ils rentrent en effet dans la fabrication du pain, du vin, de la bière, du fromage, du chocolat. Ils sont aussi à l'origine d'antibiotiques, de la cyclosporine, des statines. Toutefois, ils ne possèdent pas que des qualités. Ils sont à l'origine de la rouille brune qui peut dévaster les cultures de blé. Autour de 90 questions très variées, on découvre ce monde si riche des champignons. Combien de temps vit un champignon ? Comment réussissent-ils à percer les trottoirs ? Que sont les champignons étrangleurs ? Ont-ils des vertus pour la santé ? Quels fléaux peuvent-ils causer ? Les champignons sont-ils des suppôts de Satan ou des anges gardiens ?

### ▼ Commerce CEMAC

Recourant à la méthode dite des moments généralisés (GNM), l'auteur de l'étude a cherché à mesurer quel était l'impact du commerce intra-régional de la CEMAC sur la croissance économique et sur la sécurité alimentaire de la zone. Bien que les échanges soient encore faibles, l'impact est positif et souligne la nécessité de stimuler le commerce intra-régional et renforcer le processus d'intégration.

#### Commerce intra-régional et croissance économique – quels enjeux pour la sécurité alimentaire dans l'espace CEMAC ?

Par S. Yannicj et F. Ekobn  
Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/mduftra>

## Au-delà de l'abeille, l'homme



**Nos abeilles en péril**  
Par V. Albouy et Y. Le Conte  
Éditions Quae, juin 2014, 190 p.  
ISBN : 9782759221776  
20 €  
Editions Quae, voir page 21

■ "Il faut admettre que l'abeille domestique est devenue fragile. Sa survie dépend beaucoup d'un environnement de plus en plus hostile, favorisant l'apparition des maladies. La santé des abeilles reflète celle de leur environnement, qui est aussi le nôtre." Pourquoi les abeilles sont-elles devenues fragiles et pourquoi les taux de mortalité sont-ils de plus en plus élevés ? Les pesticides et la pratique d'une agriculture intensive ont, bien évidemment, leur part de responsabilité. Mais les auteurs, l'un entomologiste, l'autre directeur de recherche à l'INRA et apiculteur amateur, explorent plusieurs autres pistes : les maladies, les parasites et prédateurs, le changement climatique, la mutation de l'agriculture ou des pratiques apicoles perturbantes. "La santé des abeilles reflète celle de leur environnement, qui est aussi le nôtre. Peut-on imaginer que nous pourrions vivre sans conséquences néfastes dans un environnement si dégradé qu'il entraînerait la disparition des abeilles ?" A travers l'abeille et sa santé, l'avenir de l'homme est aussi un des enjeux.

Au-delà de la question centrale de la disparition des abeilles et de ses causes, ce livre accessible à tous, richement illustré, donne aussi des informations précises sur cet insecte hautement évolué et pollinisateur hors pairs, son rôle, sa vie et son organisation.

### ▼ Accaparement des terres

Ce nouveau rapport sur l'accaparement des terres met en avant la façon dont les mesures incitatives des gouvernements, donateurs, agences internationales et institutions financières attirent les investisseurs privés et les entreprises et favorisent les acquisitions de terres au détriment des populations locales.

#### Hold up sur les terres. Comment le monde ouvre la voie aux accaparements de terres par les entreprises

Peuples solidaire - ActionAid International, mai 2014, 50 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/mlghbke>

## Le concept de résilience

### Fragilités et résilience



**Fragilités et résilience**  
 Les nouvelles frontières de la mondialisation  
 Sous la direction de J.-M. Châtaigner  
 Éditions Karthala, avril 2014, 492 p.  
 ISBN : 9782811111090  
 24 €  
 Éditions Khartala, voir p. 23

mettre en œuvre dans les politiques d'aide, sans pour autant qu'elle soit "la nouvelle finalité à l'intervention des bailleurs de fonds". Ces différentes interrogations s'articulent autant sur les innovations apportées par celle-ci, ses limites, ses multiples déclinaisons, que les renouvellements qu'elle constitue pour l'aide au développement dans ses réponses au besoin "crucial de soutenir et d'aider les populations en situation de fragilité et de vulnérabilité".

Ainsi, si la première partie a pour objet de retracer l'évolution du concept et son inclusion dans les politiques, les chapitres de la partie suivante interrogent les conditions de son "opérationnalisation" dans ses différentes dimensions et acteurs (États, communautés, entreprises, ONG, ménages, etc.) et thématiques (urbaine et rurale et sécurité). Enfin, la troisième partie de l'ouvrage est une mise en perspective de cette nouvelle approche à travers la présentation de huit études pays, centrées sur l'Afrique subsaharienne et l'Océan Indien, la Colombie et Haïti.

■ Rassemblant dans une optique pluridisciplinaire des contributeurs variés issus du monde de la recherche mais aussi des praticiens, cet ouvrage tente une synthèse critique de l'approche de la résilience. Si la question de la résilience est maintenant omniprésente dans tous les débats et discours sur l'aide humanitaire et le développement, reste encore à l'opérationnaliser, à la

### ▼ Performance sociale des unités forestières

La certification du Forest Stewardship Council (FSC) promue comme un moyen de lutter contre la déforestation, comprend aussi une forte composante sociale mais qui est à ce jour restée peu documentée. C'est pourquoi le CIFOR a entrepris une évaluation comparative entre la performance sociale de neuf unités forestières d'aménagement (UFA) certifiées et celles de neuf UFA non certifiées dans le Bassin du Congo. Avec une conclusion, "la certification dans le bassin du Congo a été en mesure de pousser les entreprises vers un progrès social significatif".

**Impacts sociaux de la certification du Forest Stewardship Council. Évaluation dans le bassin du Congo**

Document occasionnel 105, CIFOR, 2014, 60 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/l3hqhq4>

### ▼ Investir dans l'agriculture

"Plus de dix ans de croissance mais une pauvreté toujours grandissante sur le continent africain", constate Kofi Annan dans l'avant-propos du rapport 2014 sur les Progrès en Afrique. Investir dans l'agriculture est le moyen de réduire les inégalités et de favoriser une croissance inclusive au bénéfice de tous. Le rapport réclame également une action internationale afin de mettre un terme à ce qu'il décrit comme le pillage des forêts et des océans du continent.

**Agriculture, pêche et capitaux. Comment financer les révolutions verte et bleue en Afrique**

Africa Progress Panel, rapport 2014, 177 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/kptr84y>

## POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe @ sont téléchargeables sur <http://publications.cta.int>.

Les titres précédés du logo peuvent être obtenus comme suit :

**Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :**  
 N'utilisez qu'un seul canal !

- Vous avez un compte sur <http://publications.cta.int> ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur "Ajouter au panier" et "Passer la commande".
- Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

**Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonnée aux publications du CTA :**

Demandez un abonnement via le site <http://publications.cta.int>, par courriel à [pdsorders@cta.int](mailto:pdsorders@cta.int) ou par la poste à CTA – PDS, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas.

En 2014, les organisations qui s'abonnent recevront 200 unités de crédit. Celles déjà abonnées recevront 200 unités de crédit plus la moitié du nombre d'unités de crédit dépensées en 2013, soit un maximum de 400 unités de crédit.

**Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :**

Vous pouvez, soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie, soit les télécharger sur <http://publications.cta.int> si elles sont en accès libre. Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement !

Les titres précédés du symbole ■ sont disponibles à l'achat chez les éditeurs mentionnés ou en librairie.



## Le CTA célèbre l'agriculture familiale sous les tropiques

Les Nations Unies ont proclamé 2014 Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF), marquant ainsi la volonté de la communauté internationale de "remettre l'agriculture familiale au centre des politiques agricoles, environnementales et sociales dans les programmes d'action nationaux".



Une famille en Ouganda construit des ruches améliorées pour la production de miel.

Le CTA s'associe à la FAO et au Forum Rural Mondial, coordonnateurs internationaux de l'initiative, ainsi qu'à de multiples organisations internationales, nationales et régionales pour célébrer cet événement et en tirer des enseignements.

Nombreux sont ceux dans le monde qui sont impliqués dans l'agriculture familiale. Son rôle est primordial. Source de la création de nombreux emplois, elle est cruciale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Dans l'immense majorité des petites exploitations agricoles des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), la production et les revenus reposent sur le travail familial.

Les interprétations des termes "agriculture familiale" varient. Qu'est ce donc exactement l'agriculture familiale ? Quels sont les défis auxquels elle est confrontée ? Quelles innovations sociales et technologiques contribue-t-elle à mettre en œuvre ? Comment lui assurer davantage de moyens pour qu'elle soit à la fois davantage rémunératrice et qu'elle puisse relever l'immense

défi de nourrir le monde d'ici 2025 ? Comment y parvenir de manière durable et équitable ? Sommes-nous certains que les politiques nationales agricoles tiennent compte des réalités des petits exploitants, force souvent silencieuse ?

Toutes ces questions ont assurément des réponses. Plusieurs initiatives menées par les organisateurs de l'AIAF et leurs partenaires ont donné des résultats encourageants qui, cette année, devraient intéresser les médias et le grand public.

Cette année représente une occasion unique et longtemps souhaitée, de souligner la contribution des exploitations familiales dans un contexte en constante évolution.

Le CTA s'engage aux côtés des agriculteurs familiaux pour une agriculture disposant de moyens lui permettant d'être plus rentable et donc mieux préparée pour relever les multiples enjeux auxquels elle est confrontée. Le Centre soutient des projets facilitant l'accès des petits exploitants familiaux aux financements ; il suscite les occasions de partage des connaissances

scientifiques, innovations et savoir-faire locaux, en éveillant toujours plus d'intérêt pour les NTCI et il encourage la mise en place de chaînes de valeur agricoles plus inclusives.

Les pays ACP offrent de nombreuses réalités de l'agriculture familiale que nous souhaitons aborder. Un numéro spécial de *Spore* sur le sujet est donc sorti dans le courant de l'été. Certaines de ces réalités méritent une attention plus particulière pour la double symbolique que revêt l'année en cours : 2014 est certes l'année de l'agriculture familiale, mais aussi l'année internationale des petits États insulaires en développement.

Pour témoigner et rendre hommage au dynamisme des agriculteurs familiaux des petits États insulaires, le CTA a choisi de développer un mini site à travers lequel le Centre présente le point de vue de ses experts pour y "relancer l'agriculture familiale" et susciter la réflexion sur les nombreuses pistes de collaboration envisageables.

Bonne visite ! ([www.cta.int/iyff](http://www.cta.int/iyff))

## Services aux lecteurs

### Écrire à *Spore*

CTA — rédaction de *Spore*  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen  
Pays-Bas  
Fax : + 31 317 460067  
E-mail : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

### S'abonner à *Spore*

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE

L'abonnement est :

- gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) :

s'abonner

- via <http://publications.cta.int> en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;

- par la poste (CTA *Spore* Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas) ou par courriel à [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int).

- payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros)

Abonnement à souscrire auprès de SMI (Distribution Services) Ltd

PO Box 119, Stevenage  
Hertfordshire SG1 4TP  
Royaume-Uni

Fax : + 44 1438 748844

E-mail : [CTA@earthprint.co.uk](mailto:CTA@earthprint.co.uk)

RECEVOIR LE RÉSUMÉ

GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à :

[join-spore-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-fr@lists.cta.int)

Pour la version texte seulement :

[join-spore-text-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-text-fr@lists.cta.int)

LIRE *SPORE* SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez [spore.cta.int](http://spore.cta.int)

### Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.

- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.



## Un nouvel essor pour la stratégie "genre" du CTA

L'importance du rôle des femmes dans l'agriculture des pays ACP ne fait aucun doute. Cependant, elles sont souvent confrontées à des difficultés dues, entre autres, à un manque d'information. Comment le CTA peut-il faire la différence ? Entretien avec **Tarikua Woldetsadick** en charge de la stratégie "genre" du CTA

*Le CTA a révisé sa stratégie du genre de 2003. Quelles en sont les principales recommandations ?*

La stratégie révisée du genre du CTA de 2014 est conçue pour projeter le Centre dans sa nouvelle période stratégique, à partir de 2015 et au-delà. Le CTA est à l'avant-garde des progrès dans les domaines de l'agriculture, des TIC et des connaissances et l'un des points cruciaux de chacune des recommandations de cette stratégie est que l'émancipation est ce qu'il y a de plus vital aujourd'hui pour les femmes des pays ACP. Au cœur de la stratégie est la constatation qu'en ciblant directement et indirectement les petits agriculteurs dans les pays ACP, le CTA a toujours considéré les femmes comme une part essentielle de ses bénéficiaires. Cette stratégie appelle à un renforcement de cette prise en compte du genre dans l'impact du CTA par la consolidation des produits existants spécifiques aux femmes et par la garantie que toutes ses activités, produits et services se basent sur une solide analyse de la question du genre.

*La stratégie stipule que "les femmes sont le pivot de l'économie rurale. Pourtant elles n'ont accès qu'à une fraction des ressources productives telles que les terres, le crédit, les intrants, la formation agricole et les TIC par rapport aux hommes". En quoi le CTA pourra-t-il changer les choses ?*

Le CTA est une organisation axée sur le savoir qui a l'avantage de pouvoir accéder aux décideurs politiques des pays ACP et de jouer un rôle de précurseur dans la promotion des TIC. L'ensemble des connaissances actuelles sur l'impact des TIC dans la responsabilisation des femmes des pays ACP dans l'agriculture, pour ce qui est de l'élaboration des politiques comme du développement des chaînes de valeur agricoles, est encore très limité. ce qui permettra alors de mettre en œuvre avec nos partenaires des interventions bien renseignées et durables.

*L'autonomisation des femmes des pays ACP dans l'agriculture exige l'engagement des gouvernements*

*et des décideurs politiques des pays ACP. Quelles sont les mesures prévues par le CTA à cet égard ? Les organisations de femmes des pays ACP y participeront-elles ?*

L'une des manières dont le CTA favorisera l'engagement des décideurs politiques en matière de développement agricole et rural consiste à justifier la nécessité d'élaborer des politiques qui autonomisent les femmes. Il faut d'abord réunir ces éléments justificatifs. L'analyse des chaînes de valeur, le renforcement des capacités, la recherche spécifique et le travail du CTA sur les sciences, la technologie et les innovations ne sont que quelques-uns des mécanismes utilisés par le CTA pour produire ces éléments justificatifs. Ensuite, ceux-ci devront être valorisés, élargis et utilisés, d'autant plus que le CTA favorise déjà les processus politiques à intervenants multiples, et cela ne pourra se produire sans la participation des organisations de femmes des pays ACP. Cela comprend la reconnaissance des femmes des pays ACP et de leurs organisations représentatives en tant qu'acteurs de plein droit des politiques. Cela implique également le renforcement de leur capacité à faire entendre leurs voix.

*Comment l'impact de cette nouvelle stratégie sera-t-il évalué ?*

Le plan du CTA est d'abord de faciliter et de maximiser l'impact. Des outils et un soutien spécifiques seront fournis au personnel du CTA pour renforcer l'analyse de la question du genre dans leurs interventions. Le plan inclut des marqueurs de progrès et objectifs clairs pour chaque étape de gestion d'un cycle de projets afin de leur permettre de traduire en actions concrètes les nouvelles voies de renforcement de la prise en compte du genre dans l'impact du CTA. Ce plan, conjugué aux nouveaux partenariats et stratégies régionales du CTA, contribuera à la surveillance régulière et à la conception de projets adaptés au contexte. Parce qu'il ne peut avoir un impact positif indépendamment de ses partenaires, le CTA dispose d'un cadre d'évaluation unique qui englobe son propre impact et celui de ses partenaires.



**LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR**



# Briefings de Bruxelles sur le développement

Sensibiliser la communauté du  
développement ACP-UE depuis 2007 aux  
défis agricoles et ruraux d'aujourd'hui

[www.bruxellesbriefings.net](http://www.bruxellesbriefings.net)

Les Briefings de Bruxelles sont une initiative du CTA et de ses partenaires :  
la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des  
Ambassadeurs ACP et la confédération CONCORD.

# Savoir c'est...

Se nourrir • Pouvoir prospérer •  
Déjà s'adapter • Être compétitif •  
Être en mesure de changer



Découvrez comment  
en cliquant sur  
[www.cta.int/savoir-cest](http://www.cta.int/savoir-cest)

